

UNE CONSOMMATION DURABLE POUR TOUS :



RETOUR SUR L'ACCESSIBILITÉ DES ALIMENTS
PRODUITS DURABLEMENT AU CANADA
DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19

Farzaneh Barak, Monika Korzun

Novembre 2022



**RAPPORT DE RECHERCHE ACTUALISÉ
DU RÉSEAU POUR UNE ALIMENTATION
DURABLE**

REMERCIEMENTS

Au départ, ce projet d'actualisation de la recherche a été dirigé par Dre Monika Korzun, qui a commencé l'analyse documentaire, conçu les deux questionnaires, résumé les résultats du premier questionnaire et présenté les premiers résultats lors de la conférence de l'Association canadienne des études alimentaires en mai 2022. Farzaneh Barak a ensuite pris le relais pour mettre à jour et compléter l'analyse documentaire, analyser les résultats du second questionnaire et les intégrer aux résultats du premier questionnaire, et rédiger la version initiale de ce rapport. Nous sommes très reconnaissants aux deux chercheuses. Au Réseau pour une alimentation durable (RAD), Omar Elsharkawy (gestionnaire de programme) et Susan Alexander (conseillère politique sénior) ont soutenu leur travail.

Nous remercions chaleureusement les participants à la recherche d'avoir partagé leur savoir et leur expérience avec nous.

Nous remercions également notre conseillère académique, Ellen Goddard, professeur à l'Université de l'Alberta, ainsi que le Comité consultatif communautaire convoqué par le RAD pour leurs perspectives et leur expertise.

Remarque concernant la pandémie de COVID-19 :

Bien que cette étude explore les impacts potentiels de la pandémie sur la consommation alimentaire durable, les auteurs reconnaissent que la pandémie est en cours et que les effets globaux de la COVID-19 sont encore inconnus. La pandémie de COVID-19 continue d'avoir un impact significatif sur la vie des gens et aura probablement des effets à long terme dans nos communautés et au-delà.

L'utilisation du genre masculin a été adoptée afin de faciliter la lecture et n'a aucune intention discriminatoire.

TABLE OF CONTENTS

Sommaire Exécutif	4
Introduction	8
Méthodologie	9
Chronologie de la recherche	9
Approche de la recherche	10
Participants à la recherche	11
Limites de l'étude	11
Faits saillants de la recherche	12
La sécurité alimentaire	13
L'impact de la COVID-19 sur le système alimentaire	19
L'impact de la Covid-19 sur la consommation alimentaire durable	25
Conséquences pour les politiques alimentaires	32
Conclusion	37
References	39



SOMMAIRE EXÉCUTIF

L'alimentation durable a été présentée aux participants comme "l'alimentation cultivée de manière durable est celle qui est produite et distribuée de manière à assurer la pérennité du système alimentaire, y compris ses ressources naturelles et le bien-être de tous ses participants aujourd'hui et à l'avenir" (Kramer et al., 2019).

En 2019, le Réseau pour une alimentation durable (RAD) a dirigé un projet de recherche visant à mieux comprendre comment les personnes à faible revenu perçoivent les aliments cultivés de façon durable et les obstacles connexes à la consommation d'aliments durables. La recherche visait à combler le manque de connaissances sur la façon dont le Canada peut atteindre l'objectif 12 des Objectifs de développement durable (ODD), soit l'augmentation de la consommation et de la production d'aliments durables, et mieux s'aligner sur le dernier Guide alimentaire de Santé Canada (2019).

Le rapport 2019 du RAD a mis en évidence que les personnes vivant avec un faible revenu accordent de la valeur aux aliments produits de manière durable. Cependant, le rapport a renforcé le fait que le revenu et le coût étaient les principaux obstacles pour les personnes vivant avec un faible revenu pour accéder aux aliments produits de manière durable. Parmi les autres obstacles, citons l'accès aux magasins spécialisés ou aux marchés de producteurs dans leur quartier, endroits où les aliments

produits de manière durable sont plus facilement disponibles ; les difficultés de transport et de mobilité pour se rendre dans les épiceries ; le racisme et la discrimination ; la difficulté à identifier les aliments produits de manière durable et à juger de certains aspects de la durabilité.

Depuis lors, des changements importants sont intervenus dans le système alimentaire canadien. La pandémie de COVID-19 a mis en lumière les questions d'accès à la nourriture, y compris les questions liées à la consommation alimentaire durable. À ce jour, il existe peu de preuves de l'impact de la pandémie sur la consommation alimentaire durable chez les personnes vivant avec un revenu faible, ou fixe, ainsi que chez les personnes noires, autochtones et de couleur. Pour combler cette lacune, le RAD a réexaminé le rapport de 2019 avec le prisme de la pandémie de COVID-19. La présente recherche pose les quatre questions suivantes, en mettant l'accent sur les personnes vivant avec de faibles revenus et pour les personnes noires, autochtones et de couleur.

1. **La pandémie a-t-elle modifié l'accès à une alimentation durable ?**
2. **La pandémie a-t-elle modifié la perception et la valorisation de l'alimentation durable ?**
3. **Quelles sont les opportunités et les défis que la COVID-19 a créé en matière d'accès aux aliments durables ?**
4. **Quels mécanismes politiques ont été efficaces pendant la pandémie pour accroître l'accès aux aliments durables ?**

Les participants à cette étude ont identifié de nombreuses façons dont la pandémie de COVID-19 a eu un impact sur le système alimentaire, les changements les plus importants étant la perception des participants quant à l'augmentation des taux d'insécurité alimentaire et la hausse des prix des aliments. Il a également été noté que la pandémie de COVID-19 a mis en lumière les problèmes de racisme systémique, de colonialisme et d'injustice qui sont ancrés dans le système alimentaire actuel. La pandémie a également démontré la force des organismes sans but lucratif à naviguer, à s'adapter et à travailler ensemble pour aider à atténuer les circonstances désastreuses auxquelles beaucoup ont été confrontés au début de la pandémie.

Lorsque les participants ont été interrogés sur les aliments durables qu'eux-mêmes et le grand public valorisent, les aliments locaux et biologiques ont été les plus cités, suivis des aliments d'origine éthique. Si l'on compare les résultats de la présente étude avec le rapport de 2019, il apparaît que le caractère local des aliments est devenu une caractéristique davantage valorisée des aliments durables. La plupart des répondants estiment que les trois aspects de la durabilité, social, économique et environnemental, sont importants. Cependant, ils ont sélectionné l'aspect économique de la durabilité comme étant le facteur le plus important pour le grand public, soulignant que le coût des aliments est l'un des principaux obstacles à l'accès aux aliments durables, en particulier chez les personnes vivant avec un faible revenu.

Tel que déjà identifié dans le rapport du RAD (2019) sur la consommation durable, les participants à la recherche de cette étude ont souligné l'importance de l'augmentation des prix des aliments comme obstacle à l'accès à une alimentation durable. Nous notons que la hausse des prix des aliments était une préoccupation avant la COVID-19, ce qui reflète un problème chronique. L'augmentation des prix des aliments continue de poser des défis importants à des millions de personnes au Canada, ce qui signifie que l'accès à des aliments durables pendant la pandémie est resté difficile.

Le rapport 2019 du RAD appelait à davantage de recherches sur le rôle du racisme dans l'accès aux aliments et leur consommation, ainsi qu'à une plus grande exploration de l'intersection entre les barrières sociales, culturelles et économiques qui perpétuent et résistent à diverses formes de discrimination. En réponse à cette demande, la présente étude a cherché à inclure les perspectives et les expériences de divers intervenants du système alimentaire, y compris des intervenants noirs, autochtones et de couleur, ainsi que d'autres intervenants provenant de différents milieux, régions géographiques et secteurs du système alimentaire. La présente étude apporte des nuances supplémentaires sur la consommation durable. Les participants à la recherche de la présente étude ont identifié diverses tensions liées à la définition du concept de durabilité et d'insécurité alimentaire. L'absence de prise en compte de la voix de ceux qui produisent des aliments durables (par exemple, les agriculteurs), la mesure dans laquelle ces concepts ont été influencés par des systèmes de racisme, de colonialisme et de déséquilibre des pouvoirs, et la cooptation du langage de la durabilité par les grandes entreprises sont quelques-unes des questions qui ont été soulevées dans cette étude.

Les résultats des réponses quantitatives et qualitatives ont révélé des préoccupations des participants quant à l'efficacité et à l'intégrité des programmes alimentaires des organismes sans but lucratif et de bienfaisance dans la réduction de

l'insécurité alimentaire au Canada. Les participants étaient préoccupés par le recours massif aux banques alimentaires et aux fournisseurs d'aide alimentaire d'urgence pendant la pandémie. Les participants s'inquiètent du fait que le recours aux banques alimentaires par les décideurs pendant la pandémie comme moyen de lutter contre la faim a détourné l'attention des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de l'élaboration de solutions à long terme aux problèmes d'accès aux aliments.

Enfin, il ressort également de façon évidente que le choix et la capacité d'accéder à la consommation durable sont entravés par les effets du racisme et d'autres formes d'oppression touchant les personnes noires, autochtones et de couleur. Plusieurs participants ont souligné que le racisme et le colonialisme façonnent de manière significative la relation que les communautés noires, autochtones et de couleur entretiennent avec la nourriture, ainsi que leurs possibilités d'accès à la nourriture. Par exemple, les initiatives communautaires dirigées par des Autochtones sont confrontées à des obstacles pour obtenir des subventions et du financement en raison de la structure et des mécanismes inclus dans les processus de demande et de production de rapports. De plus, les règlements municipaux ou provinciaux peuvent constituer des obstacles à la mise en œuvre de programmes qui peuvent être spécifiques à la culture ou au patrimoine de diverses communautés noires, autochtones et de couleur.

En ce qui concerne les politiques visant à lutter contre l'insécurité alimentaire, la Prestation canadienne d'urgence (PCU) a été reconnue comme la plus efficace. Dans une perspective d'avenir, la réflexion sur la façon de prioriser les options politiques pour augmenter la consommation alimentaire durable parmi le grand public, les personnes à faible revenu ainsi que les personnes noires, autochtones et de couleur, a fait émerger un fort consensus pour les politiques proposées suivantes :

- **Toute solution doit s'inscrire dans un processus démocratique, juste et inclusif.**
- **Traiter les questions de racisme, de colonialisme et d'autres formes de discrimination.**
- **Soutenir un salaire de subsistance/un revenu de base garanti/un revenu de base en dessous duquel personne ne tombe.**
- **Toute solution potentielle doit tenir compte des enseignements autochtones et d'autres formes de savoir.**

- **S'assurer que les règlements régissant l'utilisation des terres (fédéraux, provinciaux/territoriaux ou municipaux) n'interfèrent pas avec la production alimentaire locale.**

Il ressort clairement de la recherche que la politique alimentaire globale du Canada doit s'orienter vers des politiques qui non seulement traitent de la sécurité alimentaire, mais font progresser la souveraineté alimentaire, y compris les solutions menées par et pour les peuples autochtones, afin de garantir que les aliments consommés au Canada sont sains et durables pour tous. Pour trouver des solutions à long terme aux problèmes d'accès aux aliments, il est essentiel de faire place à divers types de solutions, y compris des solutions ascendantes dirigées par les communautés directement touchées par la sécurité alimentaire et l'accès aux aliments, ainsi que des programmes et des politiques élaborés en collaboration avec un large éventail d'intervenants.



INTRODUCTION

La vision du Réseau pour une alimentation durable (RAD) est celle d'un système alimentaire juste, sain et **durable**, honorant notre relation avec la terre et les autres. Adopter la perspective de la durabilité, c'est mettre l'accent sur le lien entre les moyens de subsistance, les écosystèmes, la société et l'économie politique pour préserver les systèmes alimentaires et promouvoir la sécurité alimentaire, tant dans le présent que dans l'avenir (Clapp et al., 2022). Depuis la pandémie de COVID-19, des changements socio-économiques soudains et sans précédent se sont produits dans le monde entier, y compris au Canada (Aday & Aday, 2020 ; Béné et al., 2021). La pandémie a mis à rude épreuve le système alimentaire canadien et a fait prendre conscience au public de plusieurs lacunes chroniques pour garantir une alimentation suffisante, saine et durable à tous les habitants du Canada (Maas et al., 2022). Afin de se rétablir et de mieux reconstruire, James et al. (2021) suggèrent de démanteler et de reconstruire les systèmes alimentaires pour qu'ils soient plus résilients, durables et justes (c.-à-d. redistribution des terres, de la richesse et du pouvoir).

En 2019, le Réseau pour une alimentation durable a dirigé un projet de recherche visant à mieux comprendre les perceptions des consommateurs vivant avec un faible revenu au sujet des aliments cultivés de façon durable et des obstacles connexes à la consommation d'aliments durables (Kramer et al., 2019). Depuis lors, des changements importants ont eu lieu dans le système alimentaire. La pandémie de COVID-19 a remis en question la consommation d'aliments durables. Bien que l'on s'attendait à une augmentation des niveaux d'insécurité alimentaire pendant la pandémie, les statistiques récentes sur l'état de la sécurité alimentaire des ménages au Canada n'ont pas montré une augmentation considérable, comme beaucoup l'avaient prédit (Tarasuk et al., 2022). À ce jour, il existe peu de preuves de l'impact de la pandémie sur la consommation alimentaire durable chez les personnes à faible revenu, ainsi que chez les communautés noires, autochtones et de couleur au Canada. Pour combler cette lacune, le RAD a réexaminé son rapport de 2019 afin de comprendre comment la consommation durable a pu changer depuis. Le présent projet de recherche visait à identifier les obstacles auxquels sont confrontés les consommateurs vivant avec un faible revenu, en s'adressant spécifiquement aux communautés noires, autochtones et de couleur, afin de mettre en évidence les solutions qui peuvent être mises en œuvre pour atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 et améliorer l'accès à long terme.

De même que pour le rapport 2019 du RAD, l'alimentation durable a été présentée aux participants comme "l'alimentation cultivée de manière durable est celle qui est produite et distribuée de manière à assurer la pérennité du système alimentaire, y compris ses ressources naturelles et le bien-être de tous ses participants aujourd'hui et à l'avenir" (Kramer et al., 2019).

MÉTHODOLOGIE

En utilisant la méthode de recherche Delphi, les participants à la recherche ont répondu à deux séries de questions fermées et ouvertes. Dre Monika Korzun a dirigé les travaux de juin 2021 à mai 2022. Farzaneh Barak a dirigé les travaux à partir d'août 2022.

Chronologie de la recherche





Deuxième questionnaire

Distribué en avril 2022 et réception des réponses en mai 2022. Analyse en août et septembre 2022.

Synthèse des résultats

Mise en commun des résultats du premier et du deuxième questionnaire, et intégration avec la revue de la littérature et les données statistiques disponibles (septembre et octobre 2022).

Nous comprenons que l'utilisation de certaines terminologies peut être complexe. Aux fins de la présente étude, nous utilisons le terme "Noirs, autochtones et personnes de couleur", souvent à l'unisson. Nous utilisons ce langage pour souligner les expériences et les relations uniques que les personnes noires, autochtones et de couleur entretiennent avec la blancheur et pour reconnaître que toutes les personnes de couleur sont confrontées à la discrimination et à l'injustice. Nous reconnaissons également que toutes les personnes de couleur ne vivent pas les mêmes expériences, notamment en ce qui concerne les formes de discrimination et d'oppression, et que les expériences des communautés noires, autochtones et de couleur sont nuancées. Enfin, l'ordre des termes employés ne suggère en aucun cas la présence d'une forme de hiérarchie.

Approche de la recherche - Méthode Delphi

Les résultats de cette étude sont basés sur les perspectives, les opinions et les expériences d'une diversité de participants qui ont été obtenues à l'aide de la méthode Delphi. La méthode Delphi est une forme de communication de groupe entre des personnes possédant des compétences diverses, y compris des expériences vécues, sur un sujet spécifique, dans le but de comprendre un phénomène de manière plus approfondie.

Les participants, qui sont restés anonymes les uns par rapport aux autres, ont répondu à deux séries de questionnaires. Les multiples étapes de la méthode Delphi permettent au discours de se développer grâce aux opinions potentiellement opposées ou conflictuelles des participants. La méthode Delphi est un bon outil pour la recherche communautaire et la prise de décision par les chercheurs et les praticiens communautaires. De plus en plus, la méthode Delphi est utilisée dans les sciences sociales comme moyen d'évaluer les opportunités et les défis et d'informer l'élaboration des politiques.

Participants à la recherche

Les participants à la recherche sont tous des leaders du système alimentaire au Canada. Douze participants, sélectionnés par le RAD, se sont initialement joints à l'étude, dont dix ont rempli les deux questionnaires. Les participants à la recherche étaient composés de membres francophones et anglophones et représentaient un groupe diversifié en termes de sexe, de race, de géographie et de secteurs. La moitié du groupe s'est identifiée comme étant noire, autochtone (Premières nations et Métis) ou racialisée. Sept provinces et un territoire étaient représentés. De nombreux participants dirigent des programmes alimentaires communautaires et des organisations de lutte contre la pauvreté, travaillant directement avec diverses communautés à faible revenu et rendues vulnérables par des inégalités multiples. D'autres avaient une combinaison d'antécédents universitaires, agricoles, politiques et du secteur privé. Trois participants provenaient d'organisations ayant accueilli des groupes de discussion pour l'étude de 2019. Des honoraires ont été offerts à chaque participant. Le Réseau pour une alimentation durable et les auteurs remercient chaleureusement les participants pour leur contribution, d'autant plus que la période de l'étude a coïncidé avec une période de stress important dans le secteur.

Limites de l'étude

Cette étude a consisté à travailler avec un petit groupe de praticiens de la sécurité alimentaire, d'organisations communautaires sans but lucratif, de professionnels et d'autres personnes ayant une expérience vécue des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes alimentaires. Beaucoup de ces participants continuent à faire face à des pressions et des tensions en travaillant dans ce domaine. Cela peut avoir eu un impact sur les efforts et le temps que les participants ont consacré à l'étude.

Bien que nous ayons cherché à obtenir une représentation diversifiée dans notre échantillon, celui-ci ne représente pas tous les intervenants en matière de consommation alimentaire durable, ni tout le spectre des expériences vécues en matière de manque d'accès aux aliments au Canada. Par conséquent, cette étude ne permet pas de reproduire et de généraliser les résultats.

L'étude a utilisé la même définition de la consommation alimentaire durable que celle du rapport 2019. Pour certains, cette définition n'est pas nuancée ou complexe. L'utilisation de cette définition peut avoir eu un impact sur les réponses fournies par les participants. Malgré ces limites, cette étude vise à contribuer à une compréhension plus approfondie de ces questions.

A vibrant indoor market stall filled with fresh produce. The foreground is dominated by baskets of green tomatoes, purple cauliflower, and bunches of carrots. In the background, there are more stalls with various fruits and vegetables, including red tomatoes, green grapes, and yellow bell peppers. The market is lit with warm, overhead lights, creating a bright and lively atmosphere. The text "FAITS SAILLANTS DE LA RECHERCHE" is overlaid in large, bold, black letters on the left side of the image.

FAITS SAILLANTS DE LA RECHERCHE

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (FAO, 2001), la sécurité alimentaire existe " lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès social, physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ". Au Canada, la sécurité alimentaire est mesurée par le gouvernement fédéral à l'aide du Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages (MESAM), qui mesure principalement l'accès inadéquat ou incertain à la nourriture en raison de contraintes financières. Il est important de noter que notre compréhension de l'évolution de l'insécurité alimentaire au cours de la pandémie n'est pas encore complète ; voir la section ci-dessous, L'impact de la pandémie de COVID-19 sur le système alimentaire, pour une discussion plus approfondie. Les statistiques récentes sur l'état de la sécurité alimentaire des ménages au Canada soulignent la persistance de taux élevés d'insécurité alimentaire au cours des dernières années (2019-2021), 15,9 % des ménages des provinces canadiennes ayant connu l'insécurité alimentaire au cours de l'année précédente (2021) (Tarasuk et al., 2022). Il convient également de noter qu'il existe des différences substantielles entre les provinces,

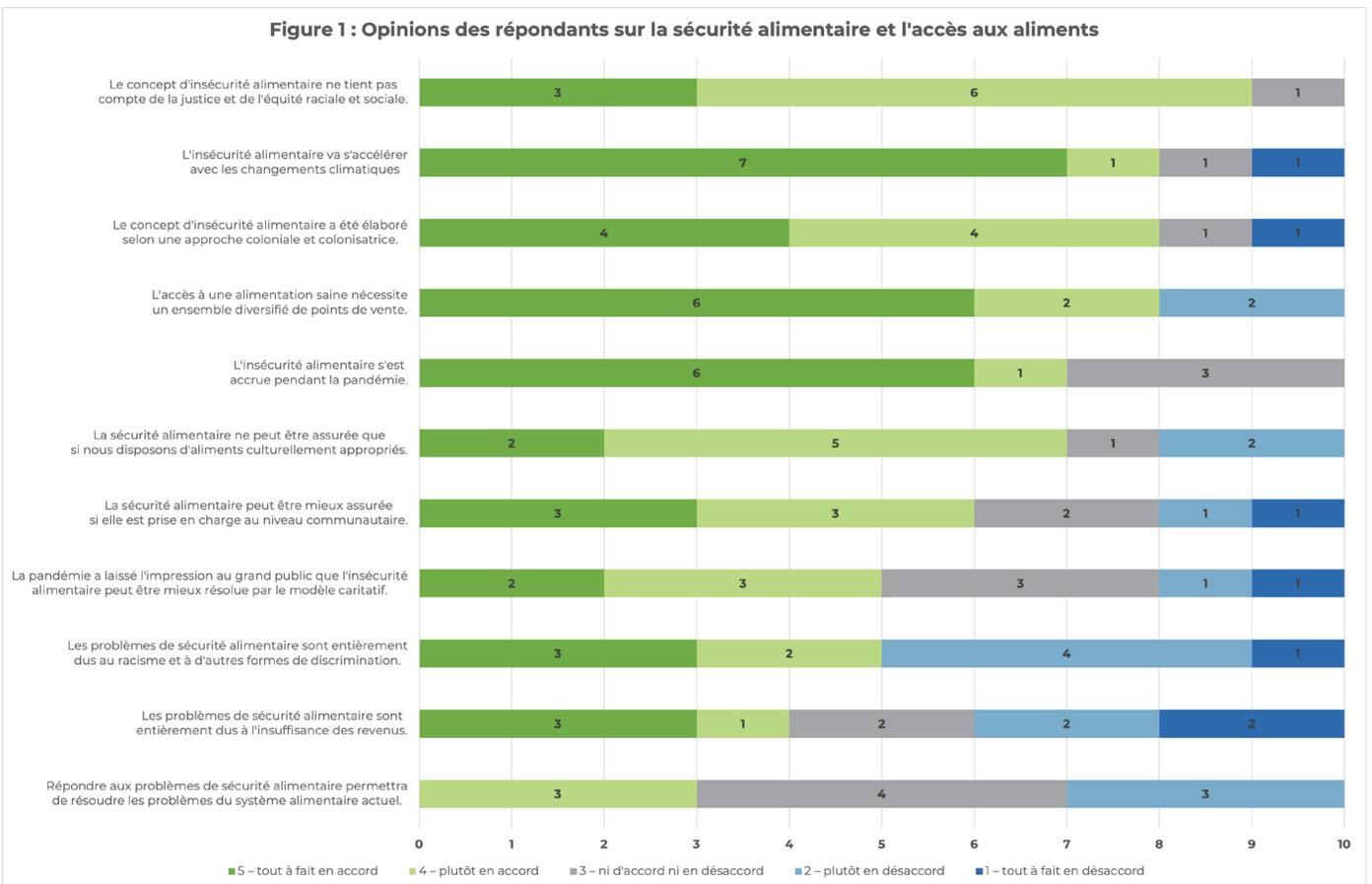
puisque 20,3 % des Albertains ont connu l'insécurité alimentaire en 2021, tandis qu'au Québec, le nombre n'est que de 13,1 % (Tarasuk et al., 2022). Les communautés du Nord, en particulier celles qui vivent dans les territoires, connaissent des taux d'insécurité alimentaire beaucoup plus élevés. Par exemple, 57 % des ménages du Nunavut connaissent l'insécurité alimentaire (Statistique Canada, 2018). Un rapport d'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), l'organisation nationale représentative des Inuits au Canada, fait état de taux d'insécurité alimentaire dans les communautés inuites compris entre 68,4 % au Nunatsiavut et 77,6 % au Nunavut (ITK, 2021). La recherche démontre que la race a un impact significatif sur la sécurité alimentaire au Canada. Les ménages noirs sont 3,56 fois plus susceptibles de connaître l'insécurité alimentaire que les ménages blancs (Dhunna et Tarasuk, 2021). Ces données montrent qu'il est inadéquat de définir la cause de l'insécurité alimentaire simplement comme un manque de revenu (Dhunna et Tarasuk, 2021). Pour accroître la sécurité alimentaire au Canada, il faut s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire, notamment le racisme, le colonialisme et la discrimination systémique à l'égard des communautés racialisées (Dhunna et Tarasuk, 2021 ; ITK 2021 ; Tarasuk et coll., 2022).

Lacunes dans la conceptualisation et la réalisation de la sécurité alimentaire

Lors des entretiens avec les principaux répondants, plusieurs lacunes ont été soulignées dans la conceptualisation de la sécurité alimentaire au Canada (**figure 1**). Presque tous les répondants ont convenu que le concept d'insécurité alimentaire ne tient pas compte de la justice et de l'équité raciale et sociale, et ont exprimé leurs préoccupations quant à la façon dont ce concept a été élaboré dans une optique coloniale. En examinant les aspects liés à l'équité, nous nous tournons vers la documentation grandissante sur les taux disproportionnés d'insécurité alimentaire

parmi les communautés noires, autochtones et de couleur au Canada, soulignant le rôle important de la race comme déterminant social de la sécurité alimentaire. On a constaté que le pourcentage le plus élevé de personnes vivant dans des ménages souffrant d'insécurité alimentaire au Canada se trouve chez les Autochtones (30,7 %), les Arabes/Asie occidentale (27,6 %) et les Noirs (22,4 %) (Tarasuk et coll., 2022). Pour contribuer à éliminer les obstacles structurels à la sécurité alimentaire au Canada, il faut accorder une attention considérable au lien entre les défis culturels et l'existence du colonialisme, du racisme et d'autres systèmes de discrimination et de dépossession dans la conceptualisation et le traitement de l'insécurité alimentaire (Hovey et al., 2014 ; Richmond, 2018).

Figure 1 : Opinions des répondants sur la sécurité alimentaire et l'accès aux aliments



Les chiffres dans chaque barre indiquent la fréquence des réponses dans chacune des cinq catégories de réponses (n=10).



Les personnes interrogées ont également convenu que la sécurité alimentaire ne peut être atteinte que lorsqu'il existe un accès à des aliments culturellement appropriés. La prise en compte des préférences et des pratiques culturelles est incluse dans la définition de la sécurité alimentaire de la FAO, "pour répondre à leurs besoins alimentaires et à leurs préférences alimentaires." Des études antérieures ont également souligné son importance, mais ce principe n'a pas été pleinement réalisé au Canada (Richmond et al., 2021 ; Shafiee et al., 2022). Une récente étude communautaire menée auprès de mères des Premières nations vivant dans des contextes urbains et dans des réserves à London, en Ontario, ainsi que dans une communauté de réserve voisine, a révélé qu'en plus du revenu comme déterminant le plus important de la sécurité alimentaire, les mères considéraient également les obstacles culturels et géographiques à la satisfaction de la sécurité alimentaire (Richmond et al., 2021). Shafiee et al. (2022) suggèrent également que la résolution des problèmes d'insécurité alimentaire chez les peuples autochtones du Canada nécessite des réponses non seulement économiques, mais aussi culturelles, portant sur la disponibilité, le coût, les connaissances, la sécurité et la qualité des aliments (Shafiee et al., 2022).

Compte tenu des taux disproportionnés d'insécurité alimentaire que connaissent les peuples autochtones, certaines études attirent l'attention sur la "souveraineté alimentaire" définie comme suit :
" le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les aspirations et les besoins de ceux qui produisent, distribuent et consomment les aliments au cœur des systèmes et des politiques alimentaires, plutôt que les exigences des marchés et des entreprises" (Nyéléni, 2007).

Dans l'ensemble, il faut donc revoir le concept de sécurité alimentaire au Canada afin d'inclure toutes les voix à chaque étape, de la conceptualisation à la mise en œuvre des programmes et à la diffusion des résultats. Comme l'a expliqué un participant :

“ ... allons-nous atteindre la sécurité alimentaire ? NON, à cause de la définition. Telle que la définition est, nous ne pourrons jamais l'atteindre, car les populations autochtones ne peuvent pas répondre aux critères. Le même problème se pose avec la "nutrition" ou la "santé"...”

Les obstacles à l'accès aux aliments

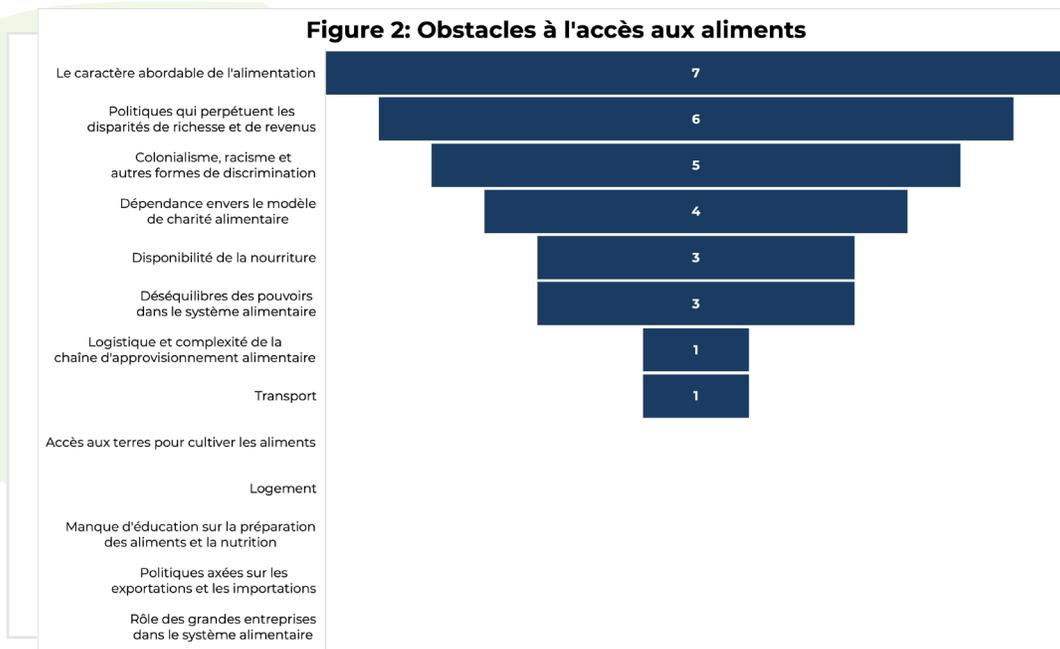
Lorsqu'ils ont été interrogés sur les trois principales raisons pour lesquelles, selon eux, les gens se heurtent à des obstacles à l'accès aux aliments, à partir d'une liste de 13 options proposées par le groupe **(figure 2)**, les répondants ont choisi les obstacles suivants comme étant les plus importants :

- **Le caractère abordable de la nourriture**
- **Les politiques qui perpétuent la disparité des richesses et des revenus**
- **Le colonialisme, le racisme et autres formes de discrimination.**

Il existe de nombreuses preuves de l'effet direct de l'accessibilité des aliments sur les expériences de sécurité alimentaire. Une évaluation globale des impacts de la pandémie de COVID-19 au cours des 12 premiers mois de la pandémie a démontré que la dimension la plus touchée de la sécurité alimentaire était l'accès à la nourriture (Béné et al., 2021). Un examen des effets de la pandémie de COVID-19 sur

la sécurité alimentaire a révélé que la baisse de l'accessibilité des aliments résultait d'une baisse des salaires et des revenus et, par conséquent, d'un impact direct sur le pouvoir d'achat des consommateurs (OCDE, 2020). Ces changements rapides ont affecté de manière disproportionnée les personnes à faible revenu et celles qui ont perdu une grande partie de leurs économies et de leurs actifs au cours des premières semaines de la pandémie (Gentilini et al., 2020). Considérant que la disparité des richesses et des revenus était déjà l'un des plus importants facteurs d'insécurité alimentaire au Canada (McIntyre et al., 2014 ; Tarasuk et al., 2022), de nombreux groupes étaient déjà socialement défavorisés avant la pandémie, et leur statut et leurs besoins n'ont pas été pris en compte de manière adéquate dans les politiques adoptées. Par exemple, McIntyre et al. (2014) ont constaté que les travailleurs des minorités visibles ayant un niveau d'éducation comparable connaissaient des taux d'insécurité alimentaire plus élevés que les travailleurs d'origine européenne. Il reste beaucoup à faire pour que les politiques s'attaquent aux causes profondes de la disparité des richesses et des revenus. (McIntyre et al., 2014).

Figure 2: Obstacles à l'accès aux aliments



Les chiffres dans chaque barre indiquent la fréquence des évaluations par les répondants (n=10).

Le racisme et le colonialisme continuent d'avoir un impact sur la relation que les gens entretiennent avec la nourriture. Comme l'a déclaré un participant :

“ *Le colonialisme a un impact continu sur la façon dont nous percevons la nourriture, les portions et nos relations avec la nourriture qui est ancrée dans la cupidité et l'excès, ce qui doit être remis en question afin d'aller vers une consommation durable.*”

Le colonialisme historique et continu au Canada a coupé les peuples autochtones de leurs systèmes alimentaires et de leurs terres, imposant des obstacles importants aux pratiques liées à la terre qui font partie intégrante de la santé et du bien-être des autochtones (Edelman, 2014 ; Grey & Patel, 2015). En plus des obstacles structurels, les membres des communautés autochtones doivent également faire face à des difficultés qui entravent leur capacité à chasser et pêcher, comme le prix de l'essence, l'inaccessibilité des moyens de transport et des outils, et les préoccupations concernant la sécurité alimentaire. Ces difficultés ont mené à la consommation d'un plus grand nombre d'aliments ne correspondant pas aux régimes alimentaires traditionnels et à la dépendance des peuples autochtones à l'égard de ce qui est disponible dans les magasins locaux (James et coll., 2021 ; Timler et Sandy, 2020). Robin et al. (2021) soutiennent que l'État colonisateur canadien a miné la souveraineté alimentaire des Autochtones en réglementant la sécurité alimentaire dans les juridictions fédérales, provinciales et territoriales au détriment des modes d'alimentation traditionnels (Robin et al., 2022). Les auteurs soulignent l'importance de travailler avec

les communautés autochtones en tant que “ co-chercheurs “ afin de résoudre les problèmes de déséquilibre des pouvoirs et d'oppression qui nuisent au bien-être des peuples autochtones. Dans l'ensemble, ces obstacles ont entraîné des taux d'insécurité alimentaire disproportionnellement plus élevés chez les peuples autochtones du Canada, comme nous l'avons vu précédemment.

Pour les communautés racialisées, les efforts visant à obtenir des permis ou des fonds pour renforcer la sécurité alimentaire se heurtent parfois à la discrimination. Un participant a décrit sa collaboration avec une municipalité pour obtenir des permis pour divers événements mettant en valeur les cultures et le patrimoine de diverses communautés racialisées. Le participant a affirmé que la ville donnait la priorité aux besoins des projets dirigés par des Blancs et ne travaillait pas avec les communautés racialisées pour les aider à surmonter leurs défis uniques. Comme le décrit le participant :

“ *En me considérant en tant que personne immigrante, je consacre ma vie à cette communauté. Lorsque je participe à des conférences internationales, je parle en termes élogieux du soutien de la ville, mais la réalité est bien différente. La ville me donne tellement de fil à retordre avant que j'obtienne quelque chose. Je dois me défendre et défendre l'organisation. Notre mandat et notre vision consistent à donner du pouvoir aux femmes. À ce stade, je dois m'autonomiser pour pouvoir autonomiser d'autres femmes. La façon dont nous sommes traités n'est pas acceptable.*”

Un autre participant a souligné les défis uniques auxquels les communautés autochtones sont confrontées lorsqu'elles demandent du financement. Selon ce participant :

“ La plupart des projets qui sont financés le sont par des communautés qui ont les moyens de recourir à des spécialistes en rédaction de demandes. J'ai vu beaucoup de programmes et de politiques destinés aux communautés autochtones, mais une très petite partie du financement va en fait à ces communautés, dont les demandes n'ont jamais abouti parce qu'il y a tellement d'obstacles pour elles. Formulaire soumis sur un papier de mauvaise taille. Accès limité à l'internet, délais irréalistes, trop de paperasse.”

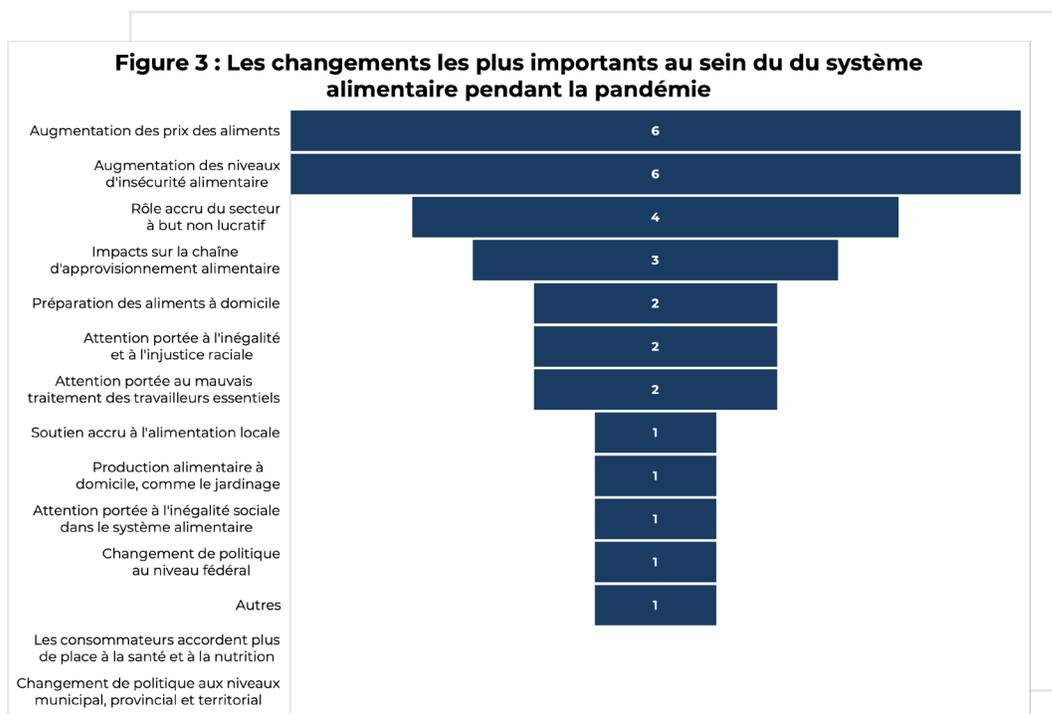
Waldron (2021) examine la complexité du racisme environnemental et les effets sur la santé qui en résultent pour les communautés autochtones et noires du Canada, en utilisant la Nouvelle-Écosse comme étude de cas. Elle suggère de centrer la race dans un cadre de justice environnementale afin d'aborder les déterminants structurels et de comprendre comment elle s'entrecroise avec la classe, le sexe et d'autres identités sociales pour générer des iniquités. Waldron (2021) soutient que pour aller de l'avant, il est nécessaire d'adopter une “ stratégie holistique et à plusieurs volets “ par le biais d'une collaboration entre les organisations environnementales dirigées par des Blancs et les communautés autochtones et noires afin d'inclure des voix diverses et représentatives de ces communautés.



L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LE SYSTÈME ALIMENTAIRE

Le système alimentaire mondial a subi un stress important depuis la mi-mars 2020, au moment où la COVID-19 est devenue une pandémie mondiale. Divers aspects de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de la production à la consommation en passant par la transformation, ont été touchés (Hobbs, 2021). La pandémie a également mis en lumière des tensions permanentes dans le système alimentaire canadien, comme le mauvais traitement des travailleurs agricoles, le rôle du racisme, de l'injustice et de l'inégalité dans le système alimentaire, et le rôle des fournisseurs de services alimentaires d'urgence. Les impacts de la pandémie sur divers aspects du système alimentaire sont toujours en cours.

Pour mieux comprendre les impacts au niveau individuel, on a demandé aux participants à la présente étude d'indiquer comment la pandémie de COVID-19 a modifié le système alimentaire canadien. Les répondants ont classé les changements importants dans le système alimentaire comme le montre la figure 3. Les changements les plus souvent cités par les participants ont été l'augmentation des taux d'insécurité alimentaire et la hausse des prix des aliments. Toutefois, d'après le deuxième sondage, les participants ont jugé l'augmentation de l'insécurité alimentaire légèrement plus importante que l'augmentation des prix des aliments.



Les chiffres de chaque barre indiquent la fréquence des évaluations par les répondants (n=10).



La perte de revenus et la stabilité des emplois sont les principales raisons pour lesquelles l'insécurité alimentaire a augmenté pendant la pandémie. Toutefois, les participants ont également souligné que des problèmes plus systémiques, comme les écarts salariaux, l'inégalité sociale et le racisme, contribuaient de façon importante à l'insécurité alimentaire actuelle.

Un participant a déclaré :

“ Je pense que les changements quant au profil des personnes qui ont connu l'insécurité alimentaire ont été assez importants, même si les niveaux n'ont pas changé de façon significative. Par exemple, les membres des familles de classe moyenne ou supérieure qui ont perdu leur emploi ont connu l'insécurité alimentaire pour la première fois, tandis que certaines personnes qui ont eu recours à la [prestation canadienne d'urgence] CPU (avant l'introduction d'une réglementation plus stricte concernant les personnes autorisées à faire une demande et les mesures de recouvrement) ont parfois connu la sécurité alimentaire pour la première fois, au départ.”

La fermeture des frontières et des installations, combinée à une modification de la demande des consommateurs,

a affecté tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, ce qui a eu une incidence sur les prix des aliments. L'indice des prix à la consommation (IPC) du Canada, qui représente les changements de prix subis par les consommateurs canadiens (Statistique Canada, 2022a), montre que l'IPC a augmenté de 2,4 % en 2021 par rapport à 1,3 % en 2020, hors énergie. La hausse de l'IPC en 2021 a été principalement attribuée à la pandémie de COVID-19 qui a affecté les prix des biens et services achetés par les personnes vivant au Canada¹. Malgré l'augmentation des prix, il n'y a pas eu de changement significatif dans l'insécurité alimentaire des ménages de 2019 à 2021 (Tarasuk et al., 2022). De même, une évaluation de l'insécurité alimentaire des ménages au début de la pandémie de COVID-19, de septembre à décembre 2020, n'a pas montré d'augmentation de l'insécurité alimentaire (Polsky et Garriguet, 2022). On ne s'attendait pas à ce que les taux d'insécurité alimentaire restent inchangés ou changent peu en raison des effets négatifs de la COVID-19 sur les salaires, l'emploi et la situation économique générale, qui ont été documentés comme étant les principaux facteurs d'insécurité alimentaire au Canada avant la pandémie. Un autre participant a fait la réflexion suivante sur l'expérience de la pandémie :

¹ À noter que les données de cette étude ont été recueillies entre avril et mai 2021, et que les prix n'ont pas encore été affectés par les pressions inflationnistes découlant de la guerre en Ukraine. Pourtant, les personnes interrogées considèrent l'augmentation des prix des denrées alimentaires comme l'un des impacts significatifs de la pandémie.

“ ... Je savais que, statistiquement, l'augmentation des revenus est fortement corrélée à la sécurité alimentaire, mais il était intéressant de voir à quel point cela est vrai dans la pratique.”

Bien que le gouvernement canadien ait fourni une aide financière, telle que la Prestation canadienne d'urgence, afin de réduire les effets néfastes de la pandémie sur l'économie et l'emploi, des statistiques récentes montrent que les personnes qui ont reçu des prestations liées à la pandémie étaient encore davantage susceptibles de faire partie d'un ménage souffrant d'insécurité alimentaire que celles qui dépendaient des revenus d'un emploi, ce qui correspond essentiellement aux rapports existants avant la pandémie (Tarasuk et al., 2022). Par conséquent, l'identification de l'impact caché de la pandémie sur la sécurité alimentaire nécessite des recherches plus approfondies au niveau microéconomique, en particulier pendant les années de reprise post-pandémie.

Lorsqu'on leur a demandé d'identifier les principaux changements survenus dans le système alimentaire à la suite de la pandémie, la troisième réponse la plus courante était le rôle du secteur sans but lucratif. Les participants estiment que le rôle du secteur sans but lucratif a été amplifié depuis le début de la pandémie. Les organismes sans but lucratif et les organisations communautaires étaient dans une position unique pour

s'adapter rapidement et répondre aux besoins immédiats des membres de leur communauté. Ils ont partagé des informations et des ressources, coordonné les efforts pour fournir des services alimentaires d'urgence et se sont rapidement adaptés aux directives réglementaires tout en veillant à ce que les gens reçoivent de la nourriture de la part des fournisseurs de services alimentaires d'urgence. Les organisations à but non lucratif ont également joué un rôle clé dans la sensibilisation aux injustices raciales dans le système alimentaire et au-delà. Les participants ont souligné que la pandémie a perturbé les efforts antérieurs visant à remettre en question le statu quo oppressif. Il a été indiqué que ces changements ont été axés sur la sensibilisation plutôt que sur une action visant à changer le système. Comme l'a déclaré un participant :

“ Les associations à but non lucratif et d'autres groupes communautaires se sont fortement mobilisés pour veiller sur les personnes et leurs communautés. Sans ces efforts, la situation serait encore plus désastreuse qu'elle ne le semble déjà ... Bien qu'il soit important de sensibiliser les gens à ces questions, une grande partie de l'élan et du travail qui se produisait il y a quelques années semble s'être estompée, ce qui confère à la sensibilisation un caractère plus performatif qu'authentique dans la remise en cause des systèmes d'oppression”.

De nombreux participants s'inquiètent du fait que la pandémie a créé la fausse notion que, en tant que société, nous avons besoin de banques alimentaires et d'autres fournisseurs de services alimentaires d'urgence. L'accent mis sur la distribution alimentaire d'urgence a détourné l'attention de nombreux organismes communautaires des activités de défense des droits et de promotion des changements systémiques à long terme pour les orienter vers la prestation de solutions à court terme, comme les dons de nourriture et les boîtes alimentaires. Certains participants ont indiqué que le secteur sans but lucratif a profité de la pandémie, car les organisations ont reçu des subventions et des fonds pour distribuer des aides alimentaires d'urgence. Certains prétendent que le gouvernement et les entreprises ont utilisé la pandémie pour valider l'existence et la structure des banques alimentaires. Comme l'a déclaré un participant :

“ ...le secteur sans but lucratif a renforcé encore davantage son rôle dans la réduction de l'insécurité alimentaire. Le gouvernement du Canada et [le gouvernement provincial] ont tous deux transféré les fonds destinés à la lutte contre l'insécurité alimentaire vers le financement des coûts de personnel dans le domaine caritatif - même si nous savons, d'après les recherches, que la majorité des personnes et des ménages souffrant d'insécurité alimentaire ne se prévalent pas des programmes alimentaires des organismes de bienfaisance. “

Cela détourne l'attention des causes sous-jacentes de la sécurité alimentaire et de la consommation alimentaire durable et constitue un pas en arrière dans la création

d'un système alimentaire plus résilient, juste et équitable. Cela met également une forte pression sur le secteur à but non lucratif qui doit faire une grande partie du travail avec des fonds et des ressources limités. Certains répondants ont mis en doute l'efficacité et l'intégrité des programmes alimentaires des organismes sans but lucratif et de bienfaisance pour réduire l'insécurité alimentaire au Canada et, surtout, pour atteindre les groupes cibles, principalement en raison des problèmes de gouvernance et du déséquilibre des pouvoirs. Il a été précisé que certains des plus grands organismes sans but lucratif du pays sont exploités par un conseil d'administration composé de grandes entreprises qui visent à perpétuer la production alimentaire industrielle, l'insécurité alimentaire et les systèmes alimentaires lourds d'importation et d'exportation.

“ Le secteur alimentaire à but lucratif a joué un rôle de plus en plus important dans le financement et la gouvernance des organismes à but non lucratif dans les domaines de l'insécurité/sécurité alimentaire, de sorte que les contours sont trop flous pour dire qui en profite vraiment à ce stade.”

Des études antérieures ont débattu et remis en question le rôle des organisations de la société civile telles que les banques alimentaires dans l'élimination de l'insécurité alimentaire à long terme. Certains soutiennent que des organisations comme les banques alimentaires font obstacle à la réduction de l'insécurité alimentaire des ménages à moyen et à long terme parce que ces secteurs se sont institutionnalisés et affichent une distorsion de l'ordre du jour et

une réciprocité (Azadian et al., 2022 ; Riches, 2002, Tarasuk et al., 2020). Il convient de noter que certains chefs de file du secteur reconnaissent que les banques alimentaires ne sont pas une solution permanente.

“ *L'alimentation ne résout pas l'insécurité alimentaire au Canada. Nous avons besoin de solutions politiques à plus long terme. Les banques alimentaires ne peuvent être sollicitées que dans une certaine mesure, et nous voulons vraiment que le nombre de personnes qui dépendent de nos services diminue.* ”

- Kirstin Beardsley, chef de la direction de Banques alimentaires Canada (Doherty, 2022).

Plusieurs études ont montré la réponse inadéquate des banques alimentaires pour réduire l'insécurité alimentaire au Canada (Azadian et al., 2022 ; Loopstra, 2018 ; Mendly-Zambo et al., 2021 ; Riches, 2002, 2018). Dans le rapport du gouvernement fédéral sur les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030, les banques alimentaires sont mentionnées comme fournissant “ un leadership national pour soulager la faim d'aujourd'hui et prévenir la faim de demain ” (Statistique Canada, 2022b). Pourtant, les critiques soutiennent que la dépendance du gouvernement à l'égard des banques alimentaires et d'autres fournisseurs de services alimentaires d'urgence dépolitise l'insécurité alimentaire en tant que problème public grave et

dispense le gouvernement de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire (Azadian et coll., 2022 ; Loopstra, 2018 ; Mendly-Zambo et coll., 2021 ; Riches, 2002, 2018).

En plus des points mentionnés ci-dessus, les participants se sont accordés sur d'autres changements ayant eu un impact sur le système alimentaire à la suite de la pandémie :

- **Les achats en ligne sont devenus plus populaires ;**
- **Les gens ont commencé à soutenir davantage les aliments locaux ;**
- **Les entreprises alimentaires ont bénéficié de la pandémie ;**
- **Les gens se sont inquiétés de la fragilité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire ;**
- **Les gens ont commencé à préparer et cuisiner davantage d'aliments à la maison.**

Voir la **figure 4** pour plus de détails.

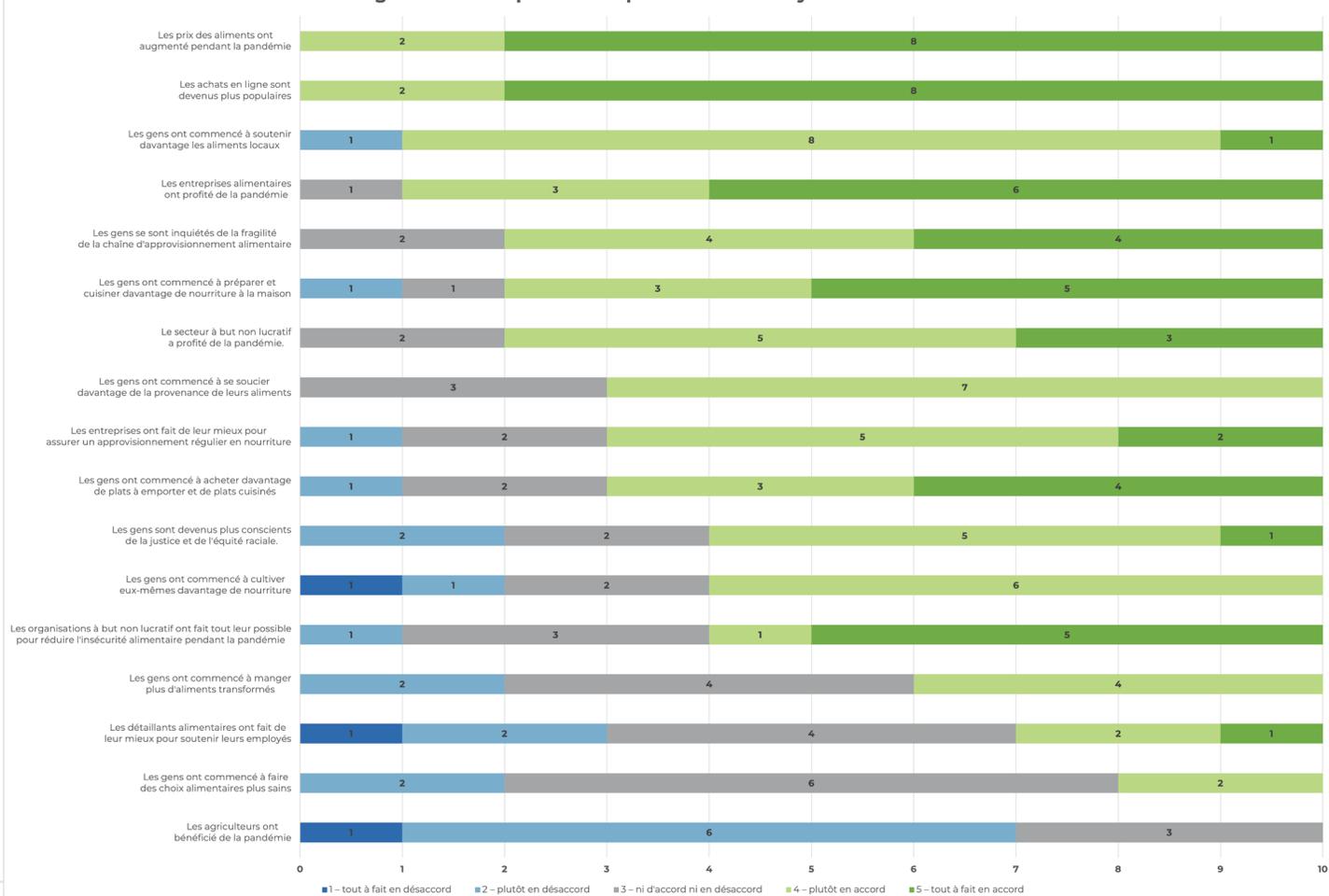
La recherche sur les multiples impacts de la COVID-19 sur le système alimentaire est en cours, et des données sur les changements dans les habitudes de consommation émergent. Les participants à cette étude s'accordent à dire que la pandémie de COVID-19 a eu un impact sur le comportement des consommateurs.



Les recherches suggèrent que les consommateurs ont accédé différemment à la nourriture. Les consommateurs se sont rendus moins souvent dans les épiceries qu'avant la pandémie, les repas au restaurant ont diminué de manière significative et les commandes de nourriture en ligne ont augmenté (Polasub et al., 2020). Certaines recherches ont également démontré que les gens étaient plus enclins à cuisiner à la maison, car ils avaient plus de temps pour préparer les aliments, ce qui les aidait à se concentrer sur leur santé et leur permettait de réduire le stress, l'ennui et le sentiment d'isolement (Polasub et al., 2020). Nos recherches confirment ces données, puisque nos participants ont

convenu que les gens achetaient beaucoup plus de nourriture en ligne qu'avant la pandémie, et qu'ils se concentraient davantage sur la préparation et la cuisson des aliments à la maison. Les données sur la consommation d'aliments sains révèlent un éventail de comportements. D'une part, les gens cuisinaient davantage à la maison, mangeaient moins de viande et étaient généralement plus intéressés par un comportement alimentaire sain, tout en consommant simultanément plus de collations sucrées et salées (Beckie & Tymczak, 2020). La recherche sur la consommation d'aliments durables fait encore défaut.

Figure 4 : Les impacts de la pandémie sur le système alimentaire



Les chiffres de chaque barre indiquent la fréquence des réponses dans chacune des cinq catégories de réponses (n=10).

L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE DURABLE

Que manque-t-il à la définition de l'alimentation durable ?

Le rapport 2019 du Réseau pour une alimentation durable définit de façon générale l'alimentation durable comme suit : " les aliments cultivés de façon durable sont ceux qui sont produits et distribués de manière à soutenir la longévité du système alimentaire, y compris ses ressources naturelles et le bien-être de tous ses participants, maintenant et à l'avenir " (Kramer et al., 2019). Lorsqu'on a demandé aux participants s'ils étaient d'accord avec cette définition, la moitié d'entre eux étaient d'accord et trouvaient cette définition simple, inclusive et complète. Les participants qui n'étaient pas d'accord avec la définition de la durabilité ont questionné le fait de savoir qui a le droit de définir la durabilité et pour qui. L'importance d'inclure les personnes qui produisent les aliments dans la définition de la durabilité a également été mentionnée. Le colonialisme et le déséquilibre des pouvoirs inhérents à cette définition de la durabilité ont également été identifiés :

“ La “durabilité” devrait poser la question de savoir quel bien-être est réellement soutenu par le système alimentaire. À l'heure actuelle, le “système alimentaire” profite à quelques-uns au

détriment de beaucoup d'autres. Les définitions de la “durabilité” doivent reconnaître, aborder et remettre en question les hypothèses qui permettent à cette situation de perdurer. L'accès équitable à la terre, aux ressources, à la richesse et à l'autonomie sur le type de nourriture auquel on a accès devrait être une priorité dans la “durabilité”.”

La plupart des participants étaient préoccupés par le fait que les grandes entreprises ont coopté le concept de durabilité et d'alimentation durable. Ils ont également souligné les problèmes liés à l'impact du colonialisme sur la définition de la durabilité, et ont associé le privilège et le pouvoir à cette définition ; par exemple, sept des dix répondants croient que le concept de durabilité a été développé en utilisant une approche coloniale, et que les aliments durables, tels que définis par l'Occident, sont élitistes. Un participant a proposé l'utilisation d'une approche autochtone pour définir ce concept :

“ Les approches traditionnelles de la durabilité sont axées sur le long terme - d'où viendra mon prochain repas ? La souveraineté est un meilleur concept pour décrire la durabilité selon les peuples autochtones ; ... Une alimentation durable est simplement la nourriture dont vous avez besoin.”

Un autre répondant a remis en question l'intérêt réel des grandes entreprises pour les questions de durabilité, en faisant valoir que :

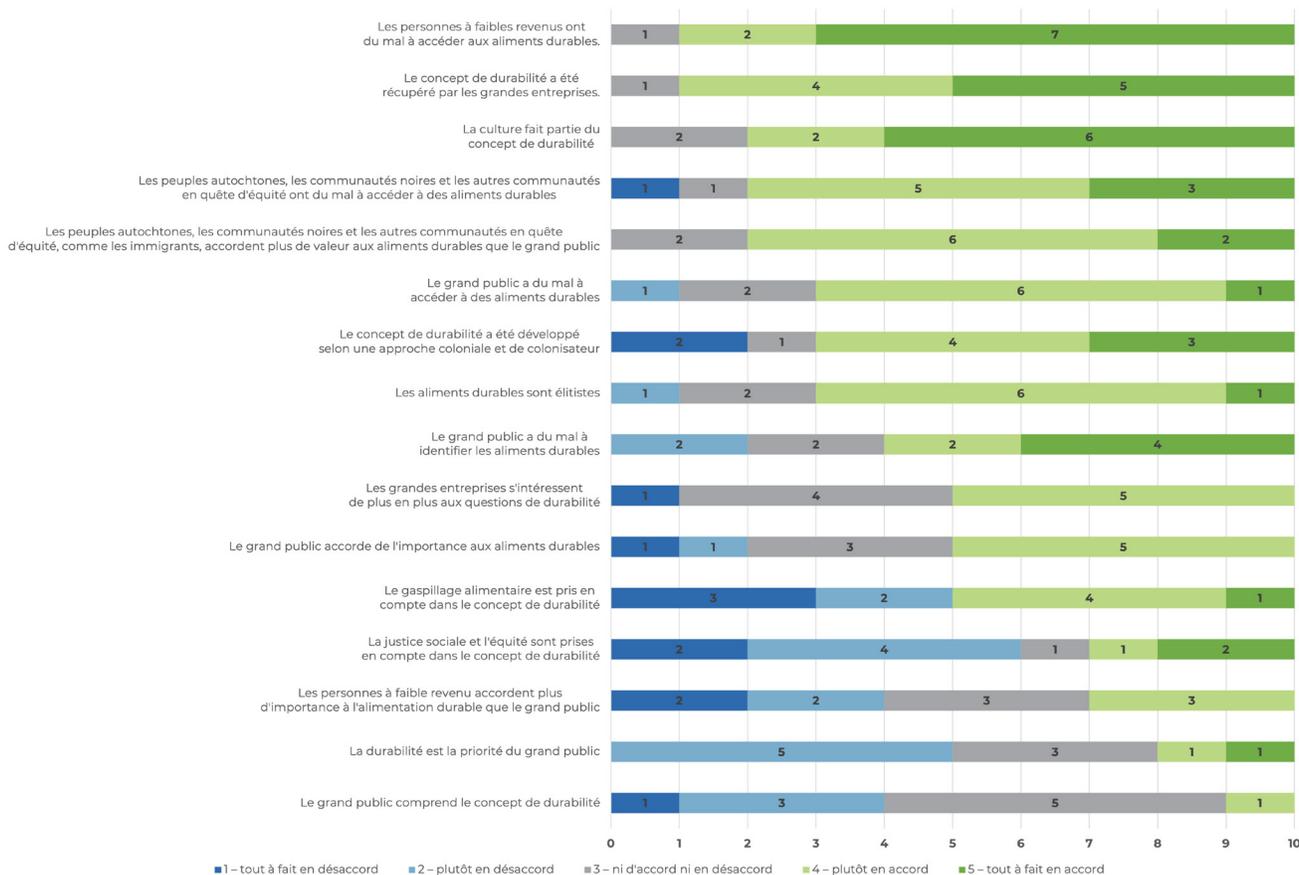
“ ... leurs mesures de “durabilité” sont soit volontaires, soit autorégulées et/ou arbitraires. Il convient donc de mettre l'accent sur la question suivante : “La durabilité pour qui ?”

Comme pour la sécurité alimentaire évoquée précédemment, des études antérieures ont documenté les critiques formulées à l'égard des privilèges et du pouvoir associés à la durabilité.

Les participants s'entendent pour dire que le grand public a de la difficulté à avoir accès à des aliments durables, y compris les personnes à faible revenu, ainsi que les Autochtones, les communautés noires et

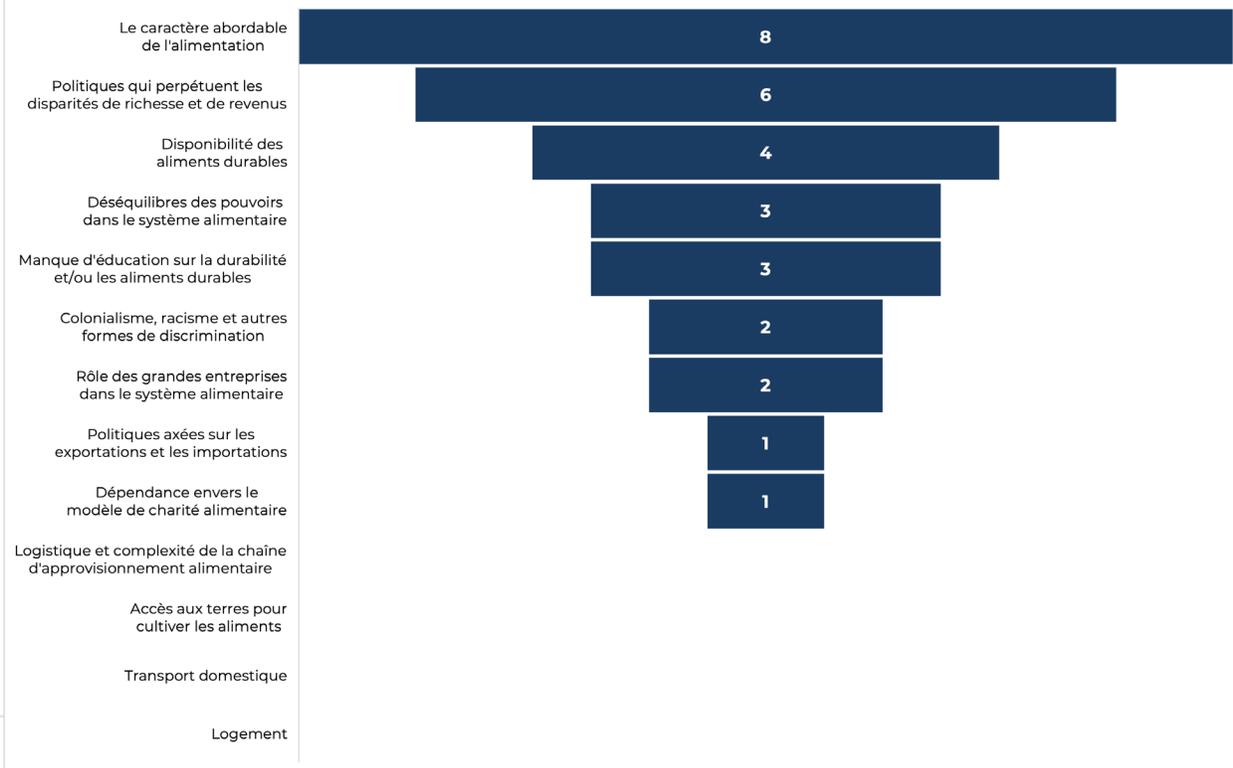
les autres communautés en quête d'équité (figure 5). Toutefois, les participants étaient généralement d'accord pour dire que les peuples autochtones, les communautés noires et les autres communautés en quête d'équité, ainsi que les nouveaux arrivants, accordent plus de valeur aux aliments durables que le grand public au Canada. La plupart des participants étaient d'accord et ont expliqué que de nombreux nouveaux arrivants au Canada ont une relation étroite avec la culture des aliments, car beaucoup d'entre eux cultivaient des aliments dans leur pays d'origine, et avaient des relations étroites avec ceux qui cultivaient des aliments ou achetaient des aliments cultivés plus près de chez eux. De plus, les aliments durables, comme les aliments frais, cultivés à la maison, récoltés ou provenant de sources éthiques, sont ancrés dans de nombreuses cultures et traditions.

Figure 5 : Le concept de durabilité et d'alimentation durable



Les chiffres de chaque barre indiquent la fréquence des réponses dans chacune des cinq catégories de réponses (n=10).

Figure 6 : Obstacles à l'accès à une alimentation durable



Les nombres dans chaque barre indiquent la fréquence des évaluations par les répondants (n=10).

Obstacles à l'accès à une alimentation durable

Les résultats du rapport 2019 du Réseau pour une alimentation durable avant la pandémie (Kramer et al., 2019) ont révélé que le manque de revenu/le coût constituait le principal obstacle à l'achat d'aliments durables chez les personnes à faible revenu et/ou en situation d'insécurité alimentaire. Des résultats similaires ont été découverts dans cette étude, le caractère abordable des aliments durables étant classé comme l'obstacle le plus important à l'accès aux aliments durables pendant la pandémie (**figure 6**). Le rapport de 2019 a également montré que les répondants étaient d'avis que les effets du racisme et de la discrimination limitent et façonnent

les choix alimentaires des communautés, et que la culture est importante en matière d'alimentation. Pendant la pandémie, ces obstacles ont subsisté. Comme l'a déclaré un participant :

“ Avant d'être qualifiés d'"aliments durables", ces aliments étaient considérés comme de simples "aliments". Le coût et l'accès sont les principaux obstacles à l'acquisition d'aliments durables aujourd'hui, mais le colonialisme et la colonisation ont également perturbé les habitudes alimentaires traditionnelles. Par conséquent, il y a encore une déconnexion entre certaines communautés noires, autochtones et de couleur et leurs aliments culturels/traditionnels.”

Les participants s'accordent à dire que la pandémie a sensibilisé le public à la justice et à l'équité raciale. Certains pensent que la population canadienne dans son ensemble est désormais plus consciente des opportunités et des défis auxquels les peuples autochtones sont confrontés dans tout le pays. Certains citent des engagements tels que le plan de souveraineté alimentaire des Noirs de Toronto, qui montre que ces questions sont prises au sérieux par les décideurs. Un participant a bien résumé la situation en déclarant,

“ *L'exemple le plus frappant est l'adoption récente par la ville de Toronto du plan de souveraineté alimentaire des Noirs de Toronto, qui vise à défendre le droit des personnes d'ascendance africaine à une alimentation saine et adaptée à leur culture, produite selon des méthodes écologiquement judicieuses et durables, ainsi que leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles et de créer leurs propres institutions afin de renforcer la capacité et la résilience de la communauté en matière d'accès à la nourriture. On y travaillait depuis longtemps avant la pandémie, mais l'élan de la justice raciale a permis d'actualiser ce plan et de le prendre en compte, enfin. Ces changements perdureront-ils dans les années à venir ? Nous devons nous armer de patience pour connaître la réponse à cette grande question.*

D'autres sont plus sceptiques et affirment qu'il est trop tôt pour prendre des décisions sur l'éventualité de changements substantiels et concrets, car il faudra que les responsables gouvernementaux et

les leaders de l'industrie apportent des changements à long terme. En outre, quelques participants ont indiqué qu'ils pensaient que les entreprises avaient adopté le langage de l'équité et de la justice raciale, mais qu'elles ne s'engageaient pas à apporter de réels changements.

Il existe de plus en plus de preuves du rôle du racisme structurel et d'autres systèmes de discrimination dans l'accès à une alimentation saine et durable pour les communautés noires, autochtones et de couleur (Larson et al., 2021 ; Marriott et al., 2022 ; O'Hara et Toussaint, 2021 ; Odoms-Young, 2018). Une étude récente menée aux États-Unis a montré que les participants en situation d'insécurité alimentaire ont rencontré divers obstacles liés à la race pour accéder aux aliments locaux, notamment la discrimination dans les magasins d'alimentation au détail. Comme l'ont décrit les participants lors des entretiens, leur accès aux magasins d'alimentation de détail locaux était affecté par le comportement des autres clients et des employés du magasin lors de leurs achats, exprimant du racisme ou de la xénophobie (Larson et al., 2021). Une autre étude menée aux États-Unis a démontré la détérioration de la situation des quartiers noirs et bruns à faible revenu en termes d'accès aux aliments locaux pendant la pandémie (O'Hara et Toussaint, 2021). En réponse aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale et à ses effets prononcés sur ces quartiers, les innovations politiques qui encouragent les stratégies axées sur la communauté (comme l'agriculture urbaine) ont permis d'accroître à la fois la durabilité et l'accès équitable aux aliments locaux.

Dans la présente étude, la plupart des répondants considèrent les politiques qui perpétuent la disparité des richesses et des revenus comme un autre obstacle important à l'accès durable à la nourriture pendant la pandémie. Comme nous l'avons vu précédemment, les mesures prises pendant la pandémie n'ont pas protégé les personnes dépendant des prestations de protection sociale contre l'insécurité alimentaire au Canada. Certaines études, comme celle menée par Pollard & Booth (2019), soutiennent qu'un leadership gouvernemental efficace utilisant une approche multisectorielle a un fort potentiel pour traiter les déterminants sociaux de l'insécurité alimentaire dans les pays développés comme le Canada (Pollard & Booth, 2019). Par conséquent, revisiter les obstacles sociopolitiques au moment de diverses crises, comme la reprise de la pandémie et les prix des aliments influencés par la guerre en Ukraine et d'autres facteurs, permet de déplacer le dialogue de l'accès

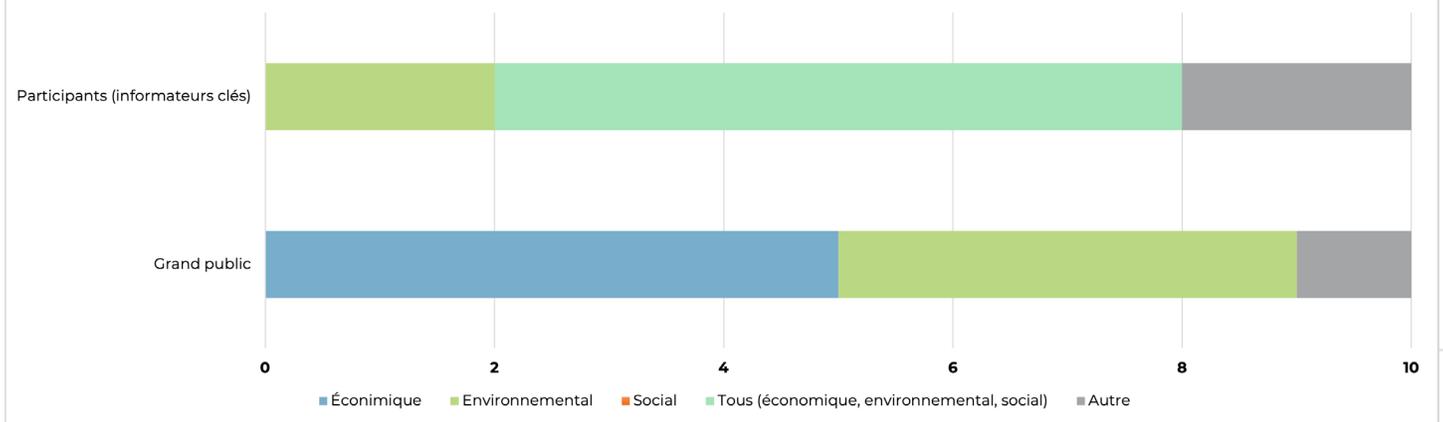
aux aliments vers l'objectif plus large de l'autonomisation des communautés.

Quel est l'aspect le plus important de la durabilité ?

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) définit un système alimentaire durable comme " un système qui assure la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous de manière à ne pas compromettre les bases économiques, sociales et environnementales nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des générations futures" (Nguyen, 2018). Dans cette définition, la durabilité économique garantit qu'elle est financièrement avantageuse pour tous les acteurs impliqués dans la chaîne de valeur alimentaire ; la durabilité sociale rend compte des avantages à large échelle pour la société et la durabilité environnementale concerne l'impact positif ou neutre sur l'environnement naturel.



Figure 7 : Quel est l'aspect le plus important de la durabilité ?



Les chiffres indiquent la fréquence des réponses dans chacune des cinq catégories de réponses (n=10).

La **figure 7** illustre l'opinion des personnes interrogées sur l'aspect le plus important de la durabilité pour elles-mêmes en tant qu'informateurs clés et pour le grand public. En utilisant la définition de la FAO, la plupart des répondants conviennent que les trois aspects sont importants, et ils croient principalement que la durabilité économique est l'aspect le plus important pour le grand public. En ce qui concerne ce dernier aspect, un participant a fait valoir qu'en raison de l'écart croissant de richesse au Canada, les gens sont plus préoccupés par l'accessibilité des aliments. Certains répondants considèrent que le grand public est peu sensibilisé aux autres aspects de la durabilité, notamment à l'aspect social. Un répondant croit que les gens confondent généralement la durabilité et l'environnement et les utilisent de façon interchangeable.

“ Je pense que lorsque vous devez compter sur un faible revenu, il y a très peu d'autres choses qui peuvent avoir de l'importance.”

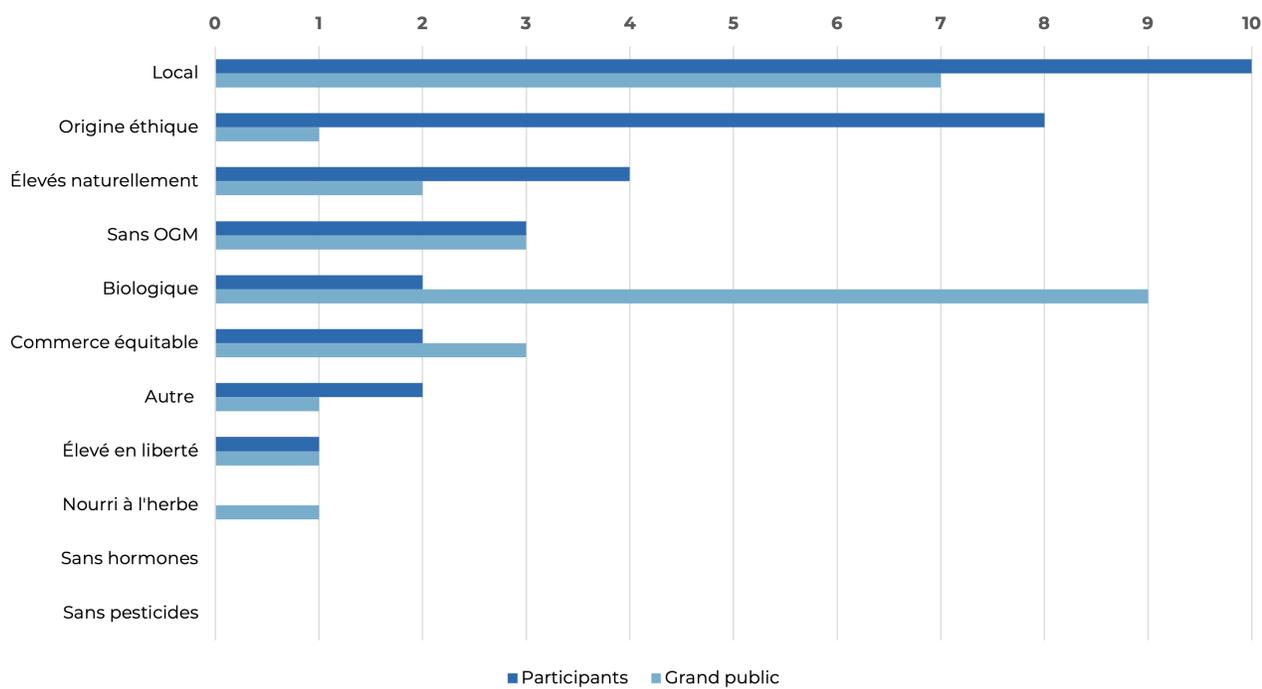
Quel type d'aliments durables est valorisé ?

Lors des groupes de discussion dans le cadre du rapport 2019, l'alimentation durable était défini comme “ des aliments cultivés localement, sans pesticides ou organismes génétiquement modifiés, en ayant recours à des pratiques de travail équitables pour les travailleurs agricoles et d'une façon qui assure le bon traitement des animaux d'élevage “. Dans le rapport 2019, les aspects les plus valorisés des aliments durables étaient le traitement humain des animaux d'élevage et l'utilisation de pratiques de travail équitables pour les travailleurs agricoles (Kramer et al., 2019).

Dans cette étude, les participants ont identifié les aliments locaux comme le type d'aliments durables le plus important pour eux-mêmes et ont identifié les aliments biologiques et locaux comme les plus valorisés par le grand public (figure 8). En comparant les résultats de la présente étude avec le rapport de 2019, les aliments locaux ont été classés comme plus importants pendant la pandémie. Cela n'est pas surprenant étant donné que la pandémie a révélé la fragilité du système alimentaire, soulevant des inquiétudes sur l'aspect de disponibilité de la sécurité alimentaire. Le secteur alimentaire local, en comblant cette lacune, a prouvé sa valeur et a bénéficié d'une attention et d'un intérêt accrus pour la création d'un système alimentaire plus diversifié et durable. Une étude récente menée au Canada atlantique a attribué à la pandémie un intérêt et une demande accrus pour les aliments produits localement

(Maas et al., 2022). La participation à des chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes permet aux consommateurs de se sentir plus utiles sur le plan social, davantage que lorsqu'ils participent à des chaînes d'approvisionnement longues (Maas et al., 2022). L'étude a également révélé que la valorisation des aliments locaux par les consommateurs était motivée par le soutien à l'économie locale, la fraîcheur, la qualité des produits et la salubrité des aliments (Maas et al., 2022). Les données actuelles peuvent donc informer les décideurs politiques sur la valeur et la capacité du système alimentaire local à assurer une consommation alimentaire durable, soulevant ainsi la question de savoir de quelle manière construire un système alimentaire local résilient pour promouvoir la sécurité alimentaire dans les années post-pandémie.

Figure 8 : Quel type d'alimentation durable est valorisé par le grand public et les participants



Les chiffres indiquent la fréquence des évaluations par les répondants (n=10).

CONSÉQUENCES POUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

Le plus récent rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition (SOFI) (2022) met l'accent sur "réorienter le soutien public afin de rendre l'alimentation saine plus abordable, de manière durable et inclusive" dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (FAO et al., 2022). Les effets négatifs de la pandémie sur le système alimentaire canadien ont attiré l'attention sur les autres dimensions de la sécurité alimentaire (p. ex., la disponibilité et la stabilité) qui avaient été négligées avant la pandémie. Comme il a été mentionné précédemment, la mesure de la sécurité alimentaire au Canada est axée sur la dimension de l'accès. Avant la pandémie, l'accès aux aliments était plus préoccupant ; néanmoins, la disponibilité des aliments est devenue une grande préoccupation pour le gouvernement et la population pendant la pandémie. La fragilité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire a révélé la nécessité de mettre en place un système alimentaire local et résilient au cours des années de rétablissement post-pandémie. Un participant a déclaré :

“ Je n'ai jamais prêté attention à la chaîne d'approvisionnement. Nous avons toujours supposé que la nourriture

serait toujours disponible. Mais nous la tenions pour acquise. Nous en avons appris davantage sur les agriculteurs et la production des aliments. Nous devrions chérir et valoriser davantage les aliments et leur origine. La pandémie nous a donné une bonne leçon d'appréciation.”

En outre, la pandémie a mis au jour des inégalités structurelles préexistantes que seuls les politiques et les programmes dotés d'une approche systémique peuvent combattre. S'attaquer à la nature complexe des systèmes alimentaires nécessite toutefois une combinaison d'actions interconnectées aux niveaux local, régional et national (Nguyen, 2018). Pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) 2030 des Nations Unies, en particulier l'ODD2 (Faim zéro), les décideurs canadiens doivent reconnaître le droit à l'alimentation en incluant les populations en quête d'équité, comme les Noirs, les Autochtones et les personnes de couleur, et mettre en place des systèmes alimentaires durables et résilients pour offrir à tous une alimentation saine et nutritive (ODD3 : bonne santé et bien-être, ODD10 : réduire les inégalités, et ODD11 : villes et communautés durables).

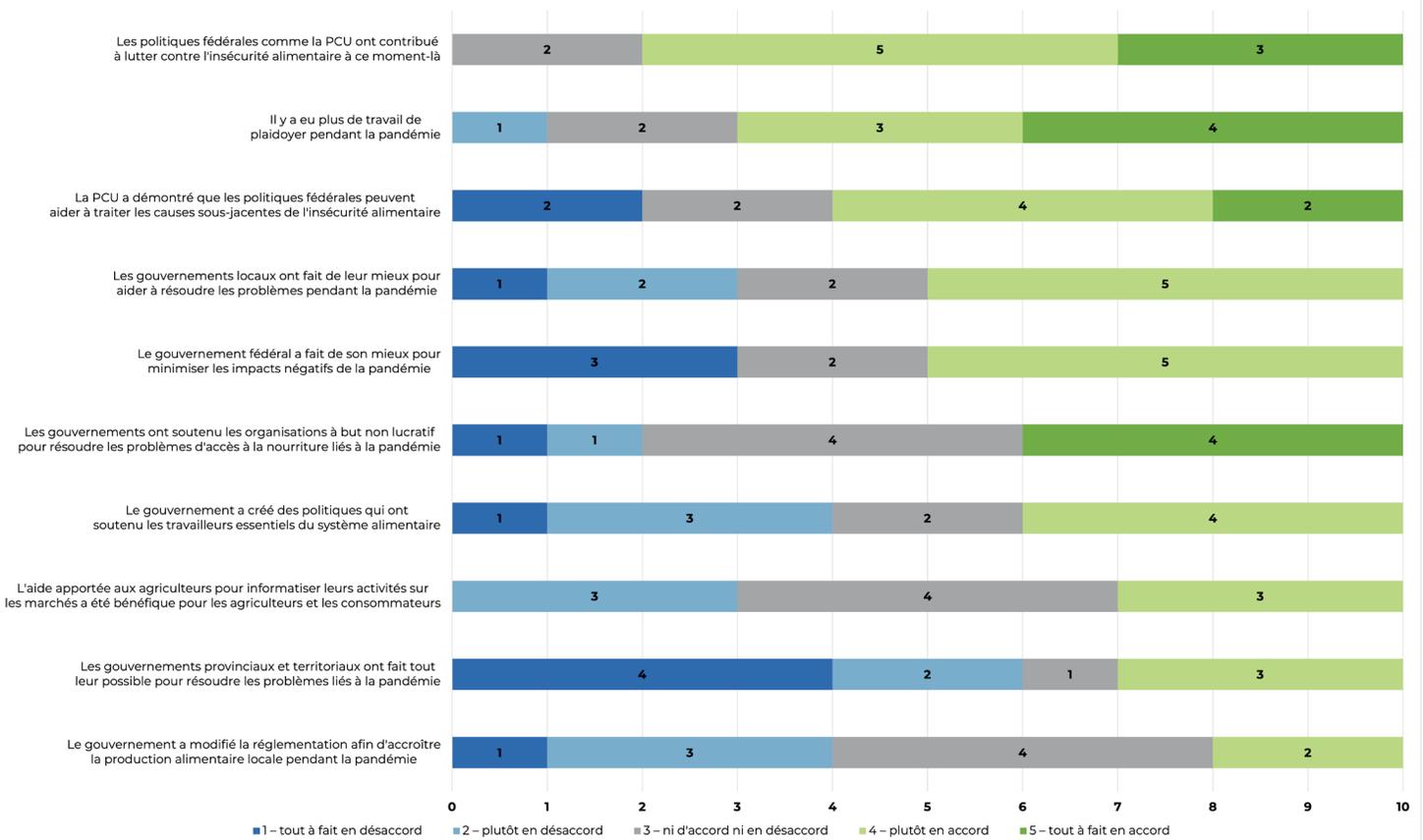
Quels mécanismes politiques ont été efficaces pendant la pandémie pour accroître l'accès à une alimentation durable ?

Comme le montre la **figure 9**, les participants ne s'entendaient guère sur les options politiques visant à accroître l'accès à une alimentation durable pendant la pandémie. Cependant, la plupart des participants ont convenu de l'efficacité des politiques fédérales telles que la Prestation canadienne d'urgence pour réduire le

risque d'insécurité alimentaire, prouvant ainsi que les interventions visant le revenu sont efficaces pour s'attaquer aux causes sous-jacentes, comme la pauvreté. Bien qu'il s'agisse d'un bon point de départ pour une réponse nationale, certaines lacunes subsistent :

“ La PCU [Prestation canadienne d'urgence] a démontré qu'il existe encore d'énormes contraintes quant à savoir qui peut bénéficier de l'aide gouvernementale, de qui elle est récupérée et quelle volonté politique est nécessaire pour un investissement plus durable dans les gens.”

Figure 9 : Quels mécanismes politiques ont été efficaces pendant la pandémie pour accroître l'accès à une alimentation durable ?



Les chiffres dans chaque barre indiquent la fréquence des réponses dans chacune des cinq catégories de réponses (n=10).



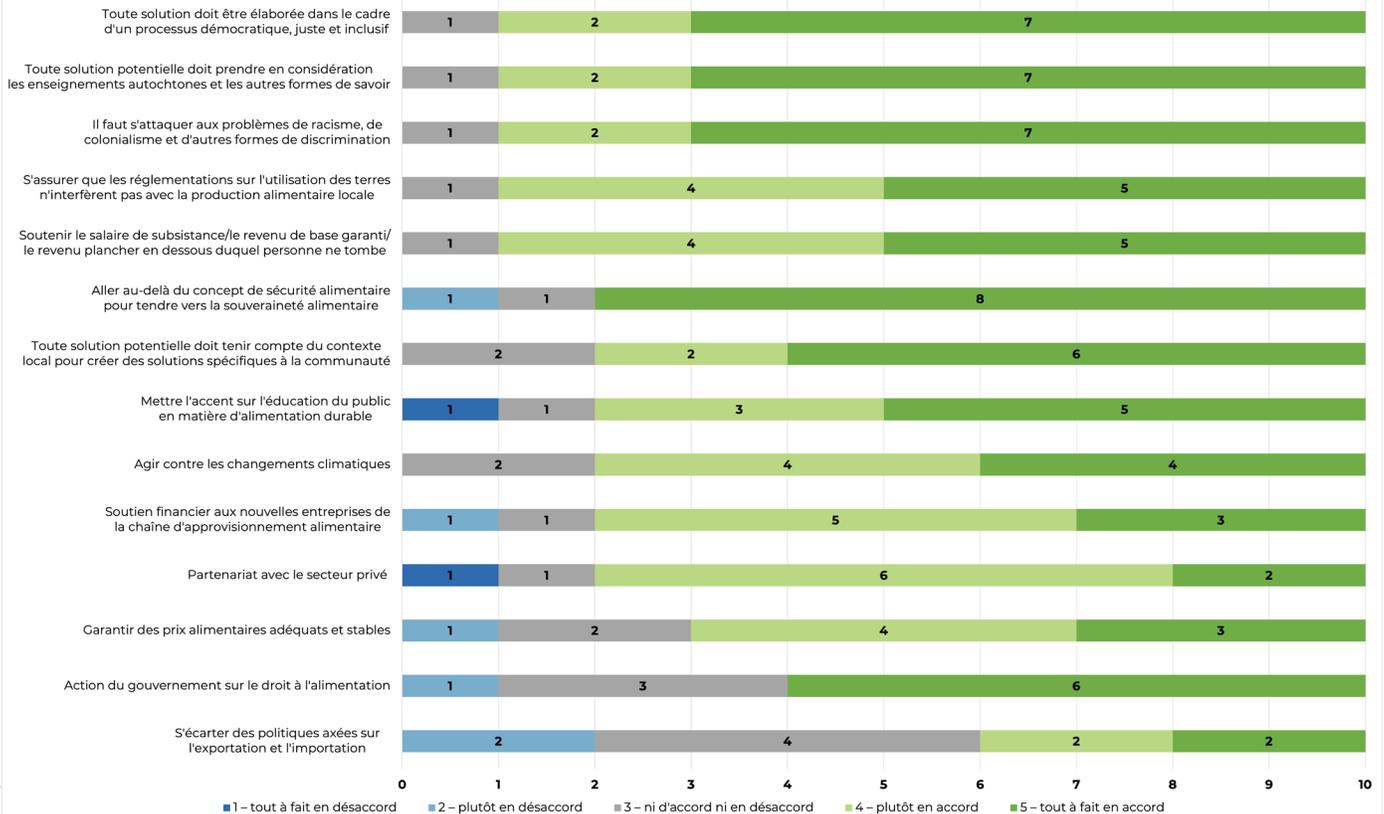
De nombreux participants ont déclaré qu'il y avait eu plus de travail de plaidoyer pendant la pandémie pour améliorer l'accès aux aliments durables. Une étude récente a passé en revue la littérature publiée de mars 2020 à la fin août 2021 pour évaluer le rôle des mouvements sociaux dans la réponse aux défis auxquels est confronté le système alimentaire canadien (Lowitt et al., 2022). Les résultats ont mis en évidence le rôle des mouvements alimentaires portés par la société civile en matière de sensibilisation aux causes profondes de la sécurité alimentaire au Canada, par un travail de terrain visant à améliorer la durabilité et l'équité du système alimentaire. D'autres études soutiennent que les mouvements alimentaires portés par la société civile contribuent à cet objectif en militant pour des systèmes alimentaires locaux, en mettant l'accent sur des processus justes et démocratiques (par exemple, la production, la distribution, etc.) par lesquels les aliments sont rendus disponibles et accessibles aux gens (Andrée et al., 2019 ; Clark et al., 2021). Quant aux autres domaines de politiques, l'avis des informateurs clés sur la question de l'efficacité des politiques était partagé entre ceux qui étaient d'accord et ceux qui n'étaient pas d'accord.

Comment aller de l'avant pour garantir des systèmes alimentaires plus durables et équitables à long terme ?

Lorsque questionnés sur les actions politiques en faveur de l'équité et de la durabilité, presque tous les répondants (9/10) ont noté ce qui suit (**figure 10**) :

- Toute solution doit s'inscrire dans un processus démocratique, juste et inclusif ;
- Toute solution potentielle doit tenir compte des enseignements autochtones et d'autres formes de savoir ;
- Traiter les questions de racisme, de colonialisme et d'autres formes de discrimination ;
- S'assurer que les règlements d'utilisation des terres (fédéraux, provinciaux/territoriaux ou municipaux) n'interfèrent pas avec la production alimentaire locale ;
- Soutenir le salaire de subsistance/ le revenu de base garanti/le revenu plancher en dessous duquel personne ne tombe.

Figure 10 : Comment aller de l'avant pour garantir des systèmes alimentaires plus durables et équitables à long terme ?



Les chiffres dans chaque barre indiquent la fréquence des réponses dans chacune des cinq catégories de réponses (n=10).

De plus, les solutions suivantes ont fait l'objet d'un large consensus (8/10) :

- Aller au-delà du concept de sécurité alimentaire pour tendre vers la souveraineté alimentaire ;
- Toute solution potentielle doit tenir compte du contexte local pour créer des solutions spécifiques à la communauté ;
- Mettre l'accent sur l'éducation populaire en matière d'alimentation durable ;
- Prendre des mesures contre le changement climatique ;
- Soutien financier aux nouvelles entreprises de la chaîne d'approvisionnement alimentaire ;
- Établir des partenariats avec le secteur privé.

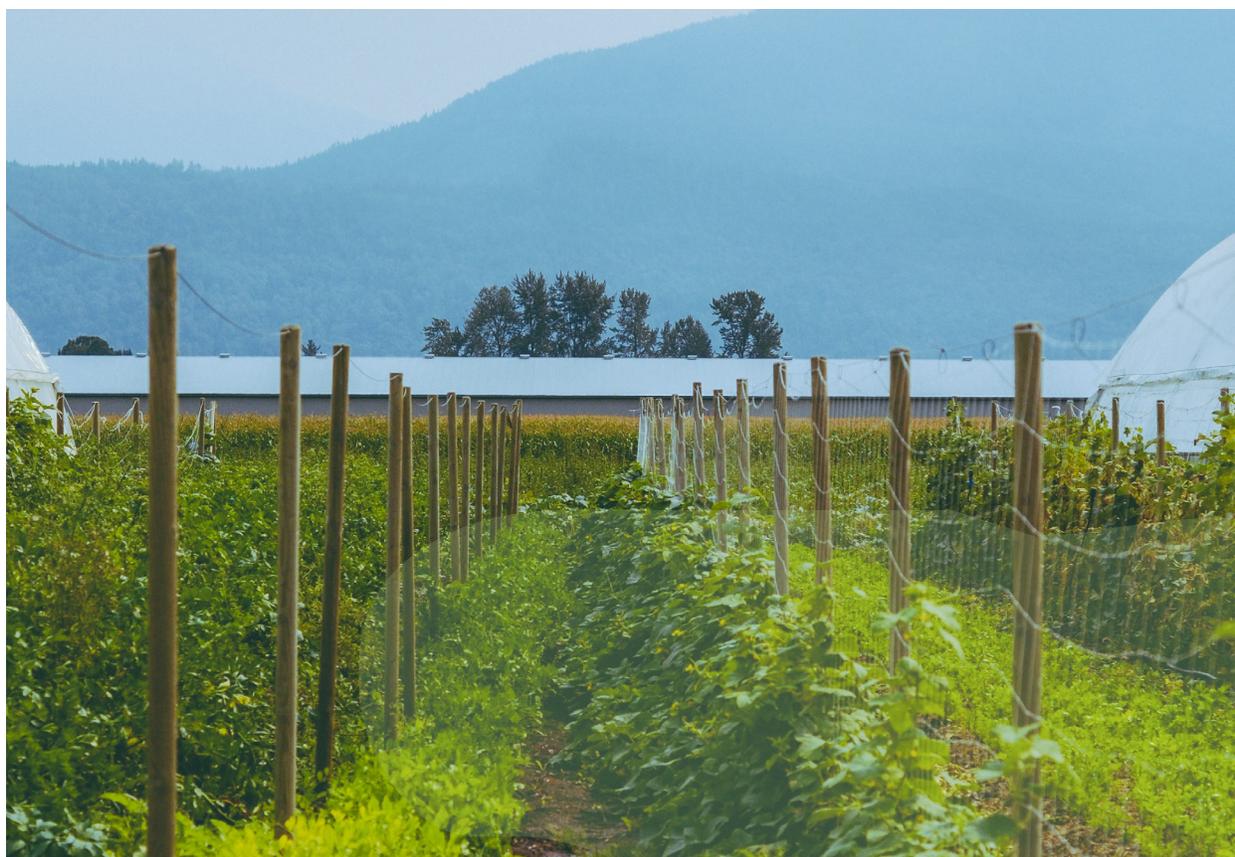
Il est intéressant de noter que la garantie de prix alimentaires adéquats et stables ne figure pas parmi les solutions les plus valorisées, bien que sept participants estiment qu'il s'agit d'une solution potentielle.

“ Toute solution doit être démocratique et inclusive, mais de manière à ce que les rapports de pouvoir soient prises en considération. Le “multipartenariat” explose dans la gouvernance des systèmes alimentaires, au niveau local, national et mondial, mais nous ne disposons pas des recherches nécessaires pour comprendre pleinement ce que cela signifie.”

Parmi les différentes solutions politiques, un fort consensus s'est dégagé sur la nécessité d'aller au-delà du concept de sécurité alimentaire pour atteindre la souveraineté alimentaire. Comme les participants l'ont expliqué dans les sections précédentes, les aspects sociaux et culturels de l'alimentation doivent être pris en compte dans les politiques alimentaires. La souveraineté alimentaire prend cela en considération à travers un ensemble de principes qui donnent la priorité au contrôle démocratique des systèmes alimentaires et qui placent les besoins des gens, tels qu'un système alimentaire écologiquement sain et équitable, au centre des politiques alimentaires. La souveraineté alimentaire peut être une condition préalable à la réalisation de la sécurité alimentaire car elle

se focalise sur les inégalités des rapports de force, sur la garantie que les interventions (c'est-à-dire économiques, basées sur le marché) sont liées à des résultats sociaux et environnementaux pour les systèmes alimentaires (Patel, 2009).

Dans l'ensemble, la littérature et les réponses des participants montrent qu'il ne suffit pas d'œuvrer en faveur de la sécurité alimentaire et qu'il faut viser à changer le système alimentaire dans son ensemble, quelle que soit sa complexité. Pour y parvenir, les décideurs politiques peuvent travailler avec une diversité de parties prenantes afin d'élaborer des politiques publiques fortes en faveur de la souveraineté alimentaire.



CONCLUSION ET QUESTIONS DE RECHERCHE FUTURES

Cette recherche a exploré l'impact de la pandémie sur la consommation alimentaire durable chez les personnes à faible revenu ainsi que chez les personnes noires, autochtones et de couleur. Le rapport met en évidence que des concepts tels que la sécurité alimentaire, la durabilité et la consommation durable sont complexes et nuancés. Cette recherche rejoint la littérature qui appelle à l'intégration de la justice, de l'équité et d'autres questions sociales dans le concept de durabilité (Agyeman et al., 2003). Les recherches futures pourraient explorer les opportunités et les défis de l'adoption d'une définition unifiée. Cela aiderait-il ou empêcherait-il les décideurs et les praticiens de concevoir des solutions qui augmenteraient la consommation durable, et cette définition pourrait-elle englober adéquatement les impératifs d'équité et de justice ? L'inquiétude des participants concernant la cooptation du concept de durabilité par le secteur privé ajoute un autre niveau de complexité.

Par rapport à l'étude de 2019, les questions de racisme, de colonialisme et de formes systémiques de discrimination sont plus prononcées et au premier plan en tant qu'obstacles à la consommation durable et à l'accès aux aliments en général. Bien que les formes systémiques de discrimination aient toujours entravé l'accès à la nourriture, ces questions semblent être mieux comprises par le grand public depuis la pandémie. Il reste à voir si ces questions continueront à être au premier plan des discussions sur le système alimentaire. Il serait judicieux d'approfondir les recherches sur la relation entre le racisme, le colonialisme et les banques alimentaires. La recherche peut également explorer comment l'assimilation forcée du colonialisme a un impact sur les relations des gens avec la nourriture, l'insécurité alimentaire, la valorisation et l'accès aux aliments durables. Il y a également place à davantage d'études sur la consommation durable parmi divers groupes en quête d'équité, comme les personnes handicapées, les personnes ayant des problèmes de santé mentale, les personnes âgées, les personnes 2SLGBTQ+ ou les immigrants. Certaines de ces communautés n'étaient pas représentées dans notre échantillon de participants et l'étude n'a pas porté spécifiquement sur les impacts chez ces groupes en quête d'équité.

D'autres obstacles à la consommation alimentaire durable, tels que les prix des aliments ou les politiques qui perpétuent la disparité des richesses et des revenus, existaient avant la pandémie et persisteront probablement après la pandémie. Cela suggère qu'il y a un manque de mécanismes, d'outils et de solutions à divers niveaux qui permettraient de s'attaquer efficacement à ces problèmes. Les participants à cette étude ont démontré que le secteur sans but lucratif se trouve dans un espace unique qui lui permet de s'adapter rapidement et de répondre aux besoins des communautés en temps de crise. Les organismes sans but lucratif détiennent une mine de connaissances sur leurs communautés ; ils peuvent naviguer, s'adapter et collaborer avec divers partenaires pour faire circuler l'information entre les communautés et les gouvernements. Leur rôle dans la gestion des urgences ne doit pas être sous-estimé, mais il ne doit pas non plus remplacer les politiques publiques, qui, en fin de compte, doivent jouer un rôle important dans la gestion des urgences et le changement systémique.

En conclusion, il est essentiel de mettre l'accent sur la durabilité dans les politiques et les programmes relatifs aux systèmes alimentaires afin de progresser vers la réalisation des 17 Objectifs de développement durable. Pour atteindre les ODD d'ici 2030, et en particulier l'ODD2 (Faim zéro), les décideurs canadiens doivent reconnaître le droit à l'alimentation en incluant les populations en quête d'équité, comme les personnes noires, autochtones et de couleur, et en concevant des systèmes alimentaires durables et résilients pour offrir à tous une alimentation saine et nutritive (ODD3 : bonne santé et bien-être, ODD10 : réduire les inégalités, et ODD11 : villes et communautés durables). En évaluant les impacts de la COVID-19 sur la consommation alimentaire durable dans les communautés marginalisées, le RAD contribue aux preuves nécessaires pour contribuer à la définition des politiques et des programmes qui encouragent la consommation durable et permettent aux consommateurs, quel que soit leur niveau de revenu, d'y participer plus facilement. Les résultats de cette étude fournissent des informations qui aident à mieux comprendre comment l'accessibilité des aliments durables pour les personnes à faible revenu et les consommateurs noirs, autochtones et de couleur a changé à la suite de la pandémie, mais aussi quels autres changements se sont produits au cours des deux dernières années, et comment aller de l'avant pour assurer des systèmes alimentaires plus durables, justes et équitables à long terme.



REFERENCES

- Aday, S., & Aday, M. S. (2020). Impact of COVID-19 on the food supply chain. *Food Quality and Safety*, 4(4), 167-180. <https://doi.org/10.1093/fqsafe/fyaa024>
- Agyeman, J., Bullard, R. D., & Evans, B. (2003). *Just sustainabilities: Development in an unequal world*. MIT press.
- Andrée, P., Clark, J. K., Levkoe, C. Z., & Lowitt, K. (2019). *Civil society and social movements in food system governance*. Taylor & Francis.
- Azadian, A., Masciangelo, M. C., Mendly-Zambo, Z., Taman, A., & Raphael, D. (2022). Corporate and business domination of food banks and food diversion schemes in Canada. *Capital & Class*, 03098168221092649.
- Beckie, M., & Tymczak, A. (2020). *Food Access, Concerns and Perceptions During Covid-19 First Wave: Alberta Survey*.
- Béné, C., Bakker, D., Chavarro, M. J., Even, B., Melo, J., & Sonneveld, A. (2021). Global assessment of the impacts of COVID-19 on food security. *Global Food Security*, 31, 100575. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100575>
- Clapp, J., Moseley, W. G., Burlingame, B., & Termine, P. (2022). Viewpoint: The case for a six-dimensional food security framework. *Food Policy*, 106, 102164. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2021.102164>
- Clark, J. K., Lowitt, K., Levkoe, C. Z., & Andrée, P. (2021). The power to convene: making sense of the power of food movement organizations in governance processes in the Global North. *Agriculture and Human Values*, 38(1), 175-191.
- Doherty, B. (2022). Food Banks Canada CEO Kirstin Beardsley explains why food alone won't solve hunger. *Toronto Star*. <https://www.thestar.com/business/2022/07/23/food-banks-canada-ceo-kirstin-beardsley-explains-why-food-alone-wont-solve-hunger.html?rf>
- Dhunna, S., & Tarasuk, V. (2021). Black-white racial disparities in household food insecurity from 2005 to 2014, Canada. *Canadian Journal of Public Health*, 112(5), 888-902.
- Edelman, M. (2014). Food sovereignty: Forgotten genealogies and future regulatory challenges. *Journal of Peasant Studies*, 41(6), 959-978.
- Ericksen, P. J. (2008). Conceptualizing food systems for global environmental change research. *Global Environmental Change*, 18(1), 234-245. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2007.09.002>
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP, & WHO. (2022). *The State of Food Security and Nutrition in the World 2022. Repurposing food and agricultural policies to make healthy diets more affordable*. FAO.
- FAO. (2001). *The State of Food Security and Nutrition in the World 2002*. . <https://www.fao.org/3/y7352e/y7352e00.htm#TopOfPage>
- Gentilini, U., Almenfi, M., & Orton, I. (2020). Social protection and jobs responses to COVID-19: a real-time review of country measures. In: *World Bank Group*.
- Hovey, R., Delormier, T., & McComber, A. M. (2014). Social-relational understandings of health and well-being from an Indigenous perspective. *International Journal of Indigenous Health*, 10(1), 35-54.
- Inuit Tapiriit Kanatami (ITK). (2021). *Inuit Nunangat Food Security Strategy*. https://www.itk.ca/wp-content/uploads/2021/07/ITK_Food-Security-Strategy-Report_English_PDF-Version.pdf
- James, D., Bowness, E., Robin, T., McIntyre, A., Dring, C., Desmarais, A., & Wittman, H. (2021). Dismantling and rebuilding the food system after COVID-19: Ten principles for redistribution and regeneration. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 10(2), 29-51.

- Kramer, D., Ferguson, R., & Reynolds, J. (2019). Sustainable Consumption for All: Improving the accessibility of sustainably grown foods in Canada. A Food Secure Canada Research Report. <https://foodsecurecanada.org/sustainable-consumption-for-all>
- Larson, N., Alexander, T., Slaughter-Acey, J. C., Berge, J., Widome, R., & Neumark-Sztainer, D. (2021). Barriers to accessing healthy food and food assistance during the COVID-19 pandemic and racial justice uprisings: a mixed-methods investigation of emerging adults' experiences. *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, 121(9), 1679-1694.
- Loopstra, R. (2018). Interventions to address household food insecurity in high-income countries. *Proc Nutr Soc*, 77(3), 270-281. <https://doi.org/10.1017/s002966511800006x>
- Lowitt, K., Slater, J., & Davidson, Z. (2022). COVID-19, a changing Canadian food-security landscape, and food movements: Findings from a literature scan. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 11(3), 1-13-11-13.
- Maas, M., Abebe, G. K., Hartt, C. M., & Yiridoe, E. K. (2022). Consumer Perceptions about the Value of Short Food Supply Chains during COVID-19: Atlantic Canada Perspective. *Sustainability*, 14(13), 8216.
- Marriott, J. P., Fiechtner, L., Birk, N. W., Taitelbaum, D., Odoms-Young, A., Wilson, N. L., Clay, L. A., & Zack, R. M. (2022). Racial/Ethnic Disparities in Food Pantry Use and Barriers in Massachusetts during the First Year of the COVID-19 Pandemic. *Nutrients*, 14(12), 2531. <https://www.mdpi.com/2072-6643/14/12/2531>
- McIntyre, L., Bartoo, A. C., & Emery, J. C. H. (2014). When working is not enough: food insecurity in the Canadian labour force. *Public Health Nutrition*, 17(1), 49-57. <https://doi.org/10.1017/S1368980012004053>
- Mendly-Zambo, Z., Raphael, D., & Taman, A. (2021). Take the money and run: how food banks became complicit with Walmart Canada's hunger producing employment practices. *Critical Public Health*, 1-12.
- Nguyen, H. (2018). Sustainable food systems: concept and framework. Food and Agriculture Organization of the United Nations: Rome, Italy.
- Nyéleni (2007). Declaration of Nyéleni. Available at:<https://nyeleni.org/IMG/pdf/DeclNyeleni-en.pdf>
- O'Hara, S., & Toussaint, E. C. (2021). Food access in crisis: Food security and COVID-19. *Ecological Economics*, 180, 106859. <https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2020.106859>
- Odoms-Young, A. M. (2018). Examining the impact of structural racism on food insecurity: implications for addressing racial/ethnic disparities. *Family & community health*, 41(Suppl 2 FOOD INSECURITY AND OBESITY), S3.
- OECD. (2020). Food supply chains and COVID-19: impacts and policy lessons", OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19), 2 June.
- Patel, R. (2009). Food sovereignty. *The Journal of Peasant Studies*, 36(3), 663-706. <https://doi.org/10.1080/03066150903143079>
- Polasub, W., Wijekoon, M., Saugstad, L. and Mullinix, K. (2020). Food Access, Concerns and Perceptions during Covid-19 First Wave: British Columbia. Institute for Sustainable Food Systems, Kwantlen Polytechnic University. https://www.kpu.ca/sites/default/files/Food%20access%20concerns%20and%20perceptions%20during%20COVID-19_BC.pdf
- Pollard, C. M., & Booth, S. (2019). Food Insecurity and Hunger in Rich Countries—It Is Time for Action against Inequality. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 16(10). <https://doi.org/10.3390/ijerph16101804>
- Polsky, J. Y., & Garriguet, D. (2022). Household food insecurity in Canada early in the COVID-19 pandemic. *Health Reports*, 33(2), 15-26.
- Riches, G. (2002). Food banks and food security: welfare reform, human rights and social policy. *Lessons from Canada? Social Policy & Administration*, 36(6), 648-663.
- Riches, G. (2018). *Food bank nations: Poverty, corporate charity and the right to food*. Routledge.

- Richmond, C. (2018). The relatedness of people, land, and health: stories from Anishinabe Elders. *Determinants of indigenous peoples' health: Beyond the social*, 167-185.
- Richmond, C., Kerr, R. B., Neufeld, H., Steckley, M., Wilson, K., & Dokis, B. (2021). Supporting food security for Indigenous families through the restoration of Indigenous foodways. *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 65(1), 97-109. <https://doi.org/https://doi.org/10.1111/cag.12677>
- Robin, T., Burnett, K., Parker, B., & Skinner, K. (2021). Safe food, dangerous lands? Traditional foods and indigenous peoples in Canada. *Food Policy Environments: Discursive Effects, Material Consequences*. <https://doi.org/10.3389/fcomm.2021.749944>
- Shafiee, M., Keshavarz, P., Lane, G., Pahwa, P., Szafron, M., Jennings, D., & Vatanparast, H. (2022). Food Security Status of Indigenous Peoples in Canada According to the 4 Pillars of Food Security: A Scoping Review. *Advances in Nutrition*, nmac081. <https://doi.org/10.1093/advances/nmac081>
- Statistics Canada. (2018). Household food security by living arrangements [Data table]. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=1310038501>
- Statistics Canada. (2022a). Consumer Price Index Portal. Available at: https://www.statcan.gc.ca/en/subjects-start/prices_and_price_indexes/consumer_price_indexes
- Statistics Canada. (2022b). Agenda 2030 Sustainable Development Goals Report. Available at: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/catalogue/11-637-X>
- Tarasuk, V., Fafard St-Germain, A. A., & Loopstra, R. (2020). The relationship between food banks and food insecurity: insights from Canada. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 31(5), 841-852.
- Tarasuk, V., Li, T., & Fafard St-Germain, AA. (2022). Household food insecurity in Canada, 2021. <https://proof.utoronto.ca/>
- Timler, K., & Sandy, D. W. (2020). Gardening in ashes: the possibilities and limitations of gardening to support indigenous health and well-being in the context of wildfires and colonialism. *International journal of environmental research and public health*, 17(9), 3273.
- Waldron, I. R. (2021). *There's something in the water: Environmental racism in Indigenous & Black communities*. Fernwood Publishing.



À propos du Réseau pour une alimentation durable

Le Réseau pour une alimentation durable est une alliance pancanadienne d'organisations et d'individus qui travaillent ensemble pour faire progresser la sécurité et la souveraineté alimentaires au Canada. Le RAD travaille à la vision d'un système alimentaire juste, sain et durable, qui honore notre relation avec la terre et les autres. Le RAD s'efforce d'intégrer les principes de réconciliation, de décolonisation, de justice raciale et de justice alimentaire dans tout ce qu'il fait.

<https://foodsecurecanada.org/fr>

Financement de la recherche

Ce projet de recherche mené le Réseau pour une alimentation durable a été financé par le Programme de contributions pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Les opinions exprimées ne sont pas nécessairement celles d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada ou du gouvernement du Canada.

Pour citer ce rapport

Barak, F., Korzun, M. (2022). Une consommation durable pour tous : Retour sur l'accessibilité des aliments produits durablement au Canada dans le contexte de la COVID-19. Rapport de recherche actualisé du Réseau pour une alimentation durable. Disponible au <https://foodsecurecanada.org/resources-news/news-media/research-report-sustainable-consumption-all-revisiting-accessibility>